

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29340]

13 JUILLET 2016. — Décret relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Mesures relatives au mode de calcul du nombre de périodes utilisables pour l'organisation des cours de religion, de morale non confessionnelle, de philosophie et de citoyenneté et d'adaptation et de soutien pédagogique

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Article 1^{er}. A l'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 13°, les termes « ministre ou délégué d'un ministre d'un des cultes reconnus et chargé exclusivement du cours de religion correspondante » sont remplacés par les termes « membre du personnel chargé du cours d'une des religions reconnues »;
- 2° un point 13°*bis* est inséré, rédigé comme suit :
« 13°*bis*. Maître de philosophie et de citoyenneté : membre du personnel chargé d'assurer le cours de philosophie et de citoyenneté »;
- 3° au point 18°, les termes « les cours de philosophie et de citoyenneté, » sont insérés entre les termes « cours de morale ou de religion » et les termes « les cours d'éducation physique ».

Art. 2. L'alinéa 2 de l'article 4 du même décret est supprimé.

Art. 3. A l'article 35, § 1^{er}, du même décret, les termes « des cours de philosophie et de citoyenneté, » sont insérés entre les termes « des cours de langue » et les termes « et des cours d'éducation physique ».

Art. 4. L'intitulé de la section 2 du chapitre IV du même décret est remplacé par l'intitulé « Des cours de morale non confessionnelle, de religion et de philosophie et de citoyenneté ».

Art. 5. L'article 39 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Dans chaque implantation des établissements de l'enseignement ordinaire officiel organisé ou subventionné par la Communauté française et des établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Ce cours doit être dans l'horaire continu des périodes hebdomadaires obligatoires.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, conformément au tableau ci-après, qui prend en compte l'ensemble des élèves de l'implantation inscrits dans ce cours au 30 septembre de l'année scolaire en cours :

Nombre d'élèves	Nombre de groupes
jusqu'à 25 élèves	1 groupe
à partir de 26 élèves	2 groupes
à partir de 45 élèves	3 groupes
à partir de 72 élèves	4 groupes
à partir de 93 élèves	5 groupes
à partir de 115 élèves	6 groupes
à partir de 141 élèves	7 groupes
à partir de 164 élèves	8 groupes
à partir de 187 élèves	9 groupes
à partir de 210 élèves	10 groupes
à partir de 233 élèves	11 groupes
+ 23 élèves	+ 1 groupe

Les cours les moins suivis comptent le même nombre de groupes que le cours le plus suivi, sans pouvoir excéder un groupe par année, sauf lorsque l'application du tableau de l'alinéa 3 fournit un résultat plus favorable. En outre, chaque groupe d'élèves ne peut comporter moins de 5 élèves, sauf s'il y a effectivement moins de 5 élèves qui suivent les cours. Toutefois, lorsque l'implantation compte des élèves répartis, d'une part, en première et deuxième primaires, d'autre part, en troisième, quatrième, cinquième et sixième primaires, deux groupes peuvent être organisés dans les cours les moins suivis s'il y a au moins deux groupes dans le cours le plus suivi.

Le cours le moins suivi est organisé par degré lorsque le cours le plus suivi compte effectivement au moins un groupe par degré.

Un groupe comprend une période de cours.

Lorsqu'un élève est amené à suivre un cours moins suivi qui n'est pas donné simultanément avec le cours le plus suivi, il ne peut être soustrait de son groupe classe qu'au moment des travaux dirigés visés à l'article 2, 25°, et ceux-ci ne peuvent comprendre aucune acquisition nouvelle dans les savoirs et compétences visés à l'article 16, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité.

§ 2. Pour les établissements visés au § 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, correspond au nombre de classes organisables déterminé sur base de l'article 29, § 1^{er}, du présent décret.

Les reliquats visés à l'article 34, les périodes générées pour le complément d'encadrement pour les 1^{re} et 2e primaires visées à l'article 31bis, § 1^{er}, les périodes dédiées aux maîtres d'adaptation visées à l'article 33, §§ 3 et 4, et les périodes d'encadrement différencié visées à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, peuvent également servir à encadrer le cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le nombre total de périodes attribuées par établissement pour les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté calculé conformément au § 1^{er} et pour les cours de philosophie et de citoyenneté calculé conformément au § 2 constituent le RLMOD. Chaque implantation bénéficie au minimum du nombre de périodes RLMOD qu'elle génère.

Ces périodes RLMOD sont attribuées au sein des implantations conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire et, à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre total de périodes de religion et de morale non confessionnelle attribuées par établissement au 1^{er} octobre 2014, multiplié par un facteur démographique, constitue le RLMOA, défini à l'arrondi mathématique. Ce facteur démographique est égal au nombre d'élèves primaires régulièrement inscrits au 30 septembre 2016 divisé par le nombre d'élèves primaires régulièrement inscrits au 30 septembre 2014.

La différence entre le RLMOA de l'établissement et le RLMOD de l'ensemble des implantations de l'établissement détermine un nombre de périodes. Ce nombre, positif ou négatif, est globalisé au niveau des services du Gouvernement de la Communauté française. Les implantations qui n'organisaient pas d'enseignement primaire au 1^{er} octobre 2014 ne génèrent aucune période à globaliser.

De ce nombre de périodes globalisées visé à l'alinéa précédent est, s'il échet, automatiquement prélevé un nombre de périodes à l'intention des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française dont le RLMOD ne permet pas d'attribuer, selon le cas au sein de l'établissement ou du Pouvoir organisateur, aux maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, un volume de charge équivalent à leurs attributions au 30 juin 2016, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel. Ces périodes sont utilisées pour encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté. Elles augmentent, le cas échéant, les nombres de groupes déterminés conformément au § 1^{er}.

Le solde du nombre de périodes globalisé après les prélèvements visés à l'alinéa précédent est attribué aux établissements, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et aux Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, pour assurer de l'adaptation et du soutien pédagogique afin d'assurer, de coordonner et de soutenir des activités éducatives visant exclusivement à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Seuls les établissements, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et les Pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, qui contribuent positivement au nombre de périodes globalisé reçoivent des périodes pour de l'adaptation et du soutien pédagogique. Le nombre de périodes destiné à l'adaptation et au soutien pédagogique est égal au nombre positif visé à l'alinéa 4 affecté d'un coefficient égal au rapport entre le nombre de périodes du solde visé à l'alinéa précédent et le nombre de périodes globalisé. Le résultat est arrondi à l'unité inférieure.

L'utilisation des périodes visées à l'alinéa précédent est autorisée dès communication de leur nombre par les services du Gouvernement et jusqu'au 30 septembre suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, après avoir pris l'avis des organes de concertations visés à l'article 25.

§ 4. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle et l'encadrement des élèves dispensés de suivre l'un de ces cours durant le mois de septembre selon les mêmes formes et modalités que celles de l'année scolaire précédente.

Art. 6. Un article 39bis est inséré dans le même décret, rédigé comme suit :

« Art. 39bis. Dans chaque implantation des établissements de l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française et des établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui n'organisent que le cours de morale non confessionnelle, le nombre de groupes pour le cours de religion ou de morale non confessionnelle, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, conformément au tableau ci-après, qui prend en compte l'ensemble des élèves de l'implantation inscrits dans ce cours au 30 septembre de l'année scolaire en cours :

Nombre d'élèves	Nombre de groupes
jusqu'à 25 élèves	1 groupe
à partir de 26 élèves	2 groupes
à partir de 45 élèves	3 groupes
à partir de 72 élèves	4 groupes
à partir de 93 élèves	5 groupes
à partir de 115 élèves	6 groupes
à partir de 141 élèves	7 groupes

Nombre d'élèves	Nombre de groupes
à partir de 164 élèves	8 groupes
à partir de 187 élèves	9 groupes
à partir de 210 élèves	10 groupes
à partir de 233 élèves	11 groupes
+ 23 élèves	+ 1 groupe

Un groupe comprend deux périodes de cours. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 7. A l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les établissements officiels et dans les établissements pluralistes d'enseignement primaire de plein exercice ainsi que dans les établissements d'enseignement primaire libres non confessionnel subventionnés par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire comprend une période de religion ou une période de morale non confessionnelle et une période de cours de philosophie et de citoyenneté. En cas de demande de dispense pour l'élève de suivre le cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire comprend une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté conformément à l'alinéa 5. Dans les établissements officiels et dans les établissements pluralistes d'enseignement secondaire de plein exercice ainsi que dans les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice libres non confessionnel subventionnés par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, l'horaire hebdomadaire comprend deux périodes de religion ou deux périodes de morale non confessionnelle. En cas de demande de dispense pour l'élève de fréquenter un de ces cours, l'horaire hebdomadaire comprend deux périodes d'encadrement pédagogique alternatif selon les modalités visées à l'article 8bis »;

2° à l'alinéa 3, les termes « 1^{er} septembre 2016 » sont remplacés par les termes « 1^{er} octobre 2016 » et les termes « 1^{er} septembre 2017 » sont remplacés par les termes « 1^{er} octobre 2017 »;

3° à l'alinéa 4, les termes « 1^{er} septembre 2016 » sont remplacés par les termes « 1^{er} octobre 2016 » et les termes « 1^{er} septembre 2017 » sont remplacés par les termes « 1^{er} octobre 2017 »;

4° à l'alinéa 6, les termes « dans les établissements d'enseignement libre non confessionnel primaire et secondaire de plein exercice qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle » sont insérés entre les mots « de plein exercice, » et les termes « ainsi que »;

5° à l'alinéa 8, les termes « de l'enseignement secondaire, ordinaire et spécialisé » sont insérés entre les termes « l'élève » et les termes « bénéficie », et les termes « et l'élève de l'enseignement primaire, ordinaire et spécialisé, bénéficie d'une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'alinéa 5 » sont insérés après les termes « article 8bis ».

Art. 8. A l'article 8bis de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « fondamental et » et les termes « et dans l'enseignement primaire spécialisé de maturités 3 et 4 de tous les types d'enseignement, à l'exception du type 2 » sont supprimés;

2° le § 1^{er}, alinéa 3, est supprimé;

3° au § 4, alinéa 1^{er}, a), les termes « les élèves de 5e et 6e primaires et » sont supprimés;

4° au § 4, alinéa 1^{er}, le point b) est supprimé;

5° au § 5, la phrase « Dans l'enseignement fondamental, cette évaluation est prise en compte par le titulaire de l'élève concerné » est supprimée.

Art. 9. A l'article 8ter de la même loi, les termes « Dans l'enseignement spécialisé primaire de type 2, et dans les maturités 1 et 2 des autres types et » sont supprimés.

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté*

Art. 10. A l'article 5, alinéa 2, du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes « de l'enseignement secondaire » sont insérés entre les termes « élèves » et les termes « dispensés »;

2° les termes « ou à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, » sont supprimés;

3° les termes « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » sont ajoutés après les termes « loi du 29 mai 1959 »;

4° la phrase suivante est ajoutée : « Les élèves de l'enseignement primaire dispensés participent obligatoirement à une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 8, alinéa 5, de la loi du 29 mai 1959 précitée ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 11. A l'article 60bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les termes « 1^{er} septembre 2016 » sont remplacés par les termes « 1^{er} octobre 2016 » et les termes « 1^{er} septembre 2017 » sont remplacés par les termes « 1^{er} octobre 2017 ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement*

Art. 12. A l'article 6, alinéa 2, du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les termes « de l'enseignement secondaire » sont insérés entre les termes « élèves » et les termes « dispensés »;
- 2° les termes « ou à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, » sont supprimés;
- 3° les termes « modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement » sont ajoutés après les termes « loi du 29 mai 1959 »;
- 4° la phrase suivante est ajoutée : « Les élèves de l'enseignement primaire dispensés participent obligatoirement à une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 8, alinéa 5, de la loi du 29 mai 1959 précitée. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 13. A l'article 18, alinéa 2, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, la phrase « Les élèves de maturités 3 et 4 de tous les types d'enseignement à l'exception du type 2 dispensés participent obligatoirement à l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, ou à la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 durant un nombre de périodes équivalent à celui attribué aux cours de religion ou de morale non confessionnelle. » est remplacée par la phrase « Les élèves dispensés participent obligatoirement à une deuxième période de cours de philosophie et de citoyenneté visée à l'article 8, alinéa 5, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. ».

Art. 14. Dans le même décret, un article 43bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art 43bis. § 1^{er}. Dans les établissements d'enseignement primaire spécialisé organisé par la Communauté française et les établissements d'enseignement primaire spécialisé de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel subventionné qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Ce cours doit être dans l'horaire continu des périodes hebdomadaires obligatoires.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, est déterminé sur la base du nombre total d'élèves du cours le plus suivi, divisé par le nombre guide du type d'enseignement comme déterminé à l'article 38 du présent décret.

§ 2. Le nombre de groupes du cours le plus suivi est multiplié par deux pour déterminer le nombre de périodes qui font partie du capital-périodes utilisable.

Ce nombre est multiplié par le nombre de cours organisés pour connaître le nombre maximal de périodes qui peuvent être utilisées pour l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

§ 3. Le cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé par groupe.

Un groupe comprend une période de cours.

§ 4. Pour les établissements visés au § 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, correspond au nombre de classes.

§ 5. Au-delà des périodes nécessaires à l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté, ne peuvent être prélevées du nombre maximal de périodes que les périodes nécessaires au maintien du volume de charge équivalent aux attributions au 30 juin 2016, des maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre maximal de périodes visé au paragraphe 2, alinéa 2, ne peut être utilisé que pour l'encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

Les périodes de cours excédentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un transfert vers le personnel enseignant ou vers d'autres catégories de personnel.

§ 6. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle et l'encadrement des élèves dispensés de suivre l'un de ces cours durant le mois de septembre selon les mêmes formes et modalités que celles de l'année scolaire précédente. »

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 15. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, est complété par le point suivant :

« 8° l'engagement ou la désignation d'un maître de philosophie et de citoyenneté sous forme de capital-périodes supplémentaires pour l'encadrement du cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française*

Art. 16. A l'article 17 du décret du 14 juillet 2015 instaurant un mécanisme de dispense pour les cours de religion et de morale non confessionnelle dans l'enseignement organisé par la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er}, les termes « secondaire, ordinaire et spécialisé » sont insérés entre les termes « enseignement » et « organisé » ainsi qu'entre les termes « enseignement » et « officiel »;
- 2° le § 2 est supprimé;
- 3° au § 3, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées : les termes « des articles 42, 43, 93 et 94 » sont remplacés par les termes « des articles 93 et 94 ». La phrase « Les périodes sont octroyées du 1^{er} septembre 2015 au 30 juin 2016 » est remplacée par la phrase « Les périodes sont octroyées, pour l'année scolaire 2015-2016, du 1^{er} septembre 2015 au 30 juin 2016 et, pour l'année scolaire 2016-2017, du 1^{er} septembre 2016 au 30 juin 2017 »;
- 4° au § 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Toutefois, lorsqu'il existe une différence positive ou négative de plus de 5 % entre le nombre d'élèves régulièrement inscrits au 30 septembre 2015 pour l'année scolaire 2015-2016 et au 30 septembre 2016 pour l'année scolaire 2016-2017 par rapport au nombre d'élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2015 dans l'établissement concerné, toutes implantations confondues, le capital-périodes attribué pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, ainsi que pour l'encadrement pédagogique alternatif visé à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 29 mai 1959 précitée, est respectivement augmenté ou diminué à hauteur du pourcentage de variation de la population entre le 15 janvier 2015 et le 30 septembre 2015 pour l'année scolaire 2015-2016 et entre le 15 janvier 2015 et le 30 septembre 2016 pour l'année scolaire 2016-2017. »;
- 5° au § 4, alinéa 1^{er}, la phrase « Les périodes sont octroyées du 1^{er} septembre 2015 au 30 juin 2016 » est remplacée par la phrase « Les périodes sont octroyées, pour l'année scolaire 2015-2016, du 1^{er} septembre 2015 au 30 juin 2016 et, pour l'année scolaire 2016-2017, du 1^{er} septembre 2016 au 30 juin 2017 »;
- 6° au § 4, alinéa 2 :
 - les termes « pour l'année scolaire 2015-2016 et au 1^{er} octobre 2016 pour l'année scolaire 2016-2017 » sont insérés entre les termes « au 1^{er} octobre 2015 » et les termes « par rapport »;
 - les termes « pour l'année scolaire 2015-2016 et entre le 15 janvier 2015 et le 1^{er} octobre 2016 pour l'année scolaire 2016-2017 » sont ajoutés à la fin de l'alinéa;
- 7° au § 5, les termes « visés aux paragraphes 2, 3 et 4 » sont remplacés par les termes « visés aux paragraphes 3 et 4 » et les termes « durant l'année scolaire 2015-2016 » sont remplacés par les termes « durant les années scolaires 2015-2016 et 2016-2017 »;
- 8° au § 6, alinéa 1^{er}, les termes « visés aux paragraphes 2, 3 et 4 » sont remplacés par les termes « visés aux paragraphes 3 et 4 » et les termes « durant l'année scolaire 2015-2016 » sont remplacés par les termes « durant les années scolaires 2015-2016 et 2016-2017 »;
- 9° au § 6, alinéa 2, les termes « aux dispositions prévues dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement » sont supprimés;
- 10° au § 7, alinéa 1^{er}, les termes « visés aux paragraphes 2, 3 et 4 » sont remplacés par les termes « visés aux paragraphes 3 et 4 »;
- 11° au § 7, alinéa 2, les termes « Par dérogation aux dispositions des paragraphes 2, 3 et 4, pour les établissements et implantations visés à l'alinéa 1^{er} qui organisent pour la première fois au 1^{er} septembre 2015 un enseignement primaire ou secondaire, ordinaire ou spécialisé » sont remplacés par les termes « Par dérogation aux dispositions des paragraphes 3 et 4, pour les années scolaires 2015-2016 et 2016-2017, pour les établissements et implantations visés à l'alinéa 1^{er} qui organisent pour la première fois respectivement au 1^{er} septembre 2015 ou au 1^{er} septembre 2016 un enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé »;
- 12° au § 7, alinéa 2, le point a) est supprimé;
- 13° au § 7, alinéa 2, b), les modifications suivantes sont apportées :
 - les termes « 42, 43, » sont supprimés;
 - les termes « ou en septembre 2016 respectivement » sont ajoutés après les termes « septembre 2015 »;
- 14° au § 7, alinéa 2, c), les termes « enseignement secondaire » sont remplacés par les termes « enseignement secondaire ordinaire » et les termes « ou en septembre 2016 respectivement » sont ajoutés après les termes « septembre 2015 »;
- 15° dans l'ensemble de l'article 17, les termes « et pour la prise en charge visée à l'article 8bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée » sont supprimés.

Art. 17. A l'article 21 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « et cesse de produire ses effets le 31 août 2016 » sont remplacés par les termes « et cesse de produire ses effets au 31 août 2017. »;
- 2° l'alinéa 2 est supprimé.

TITRE II. — Mesures transitoires concernant la dévolution des emplois pour le cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental - Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française

Art. 18. Dans le titre I, chapitre IV, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, l'intitulé de la section IIIbis est remplacé par « Section IIIbis. — Dispositions particulières pour les fonctions de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté »

Art. 19. L'article 24*bis* du même décret est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Sans préjudice des dispositions des sections I et II du présent chapitre, pour la fonction « philosophie citoyenneté », il est créé un certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté. Ce certificat est sanctionné par les opérateurs de formation initiale organisés ou subventionnés par la Communauté française et comporte un minimum de 20 crédits. Le Gouvernement est habilité à reprendre ce certificat comme composante disciplinaire d'un titre de capacité requis, suffisant ou de pénurie visé à l'article 16. ».

Art. 20. A l'article 270 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« Les membres du personnel visés à l'article 266, alinéa 2 pour lesquels le bénéfice des mesures transitoires est limité aux actes de nomination ou d'engagement à titre définitif dont ils sont porteurs antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, conservent le bénéfice du droit à étendre leur charge conformément aux dispositions statutaires dont ils relèvent. ».

Art. 21. Au chapitre II du titre III du même décret, il est ajoutée une section VI intitulée : « Section VI . — Dispositions transitoires propres à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté exercée dans l'enseignement primaire ».

Art. 22. Dans la section VI, du chapitre II du titre III du même décret est créée une sous-section 1 intitulée : « Sous-section 1^{re}. — Dispositions transitoires propres à l'enseignement organisé par la Communauté française ».

Art. 23. Dans la sous-section 1, insérée par l'article 22 est inséré un article 293*sexies* rédigé comme suit :

« Article 293*sexies*. Dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est inséré un chapitre XI*ter* rédigé comme suit :

« CHAPITRE XI*ter*. – Dispositions transitoires et dérogatoires relatives à la création de la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté

Article 169*ter*. Le candidat à une désignation à titre temporaire à la fonction de maître de morale ayant répondu à l'appel de janvier 2016 et ayant acquis une ancienneté de fonction de 150 jours au moins, dans cette fonction au cours de l'année scolaire 2015-2016, peut se porter volontairement candidat à une désignation à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté et se voir confier cette fonction, pour autant que :

- 1° au moment de cet appel, il soit porteur d'au moins un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Le candidat qui a fait régulièrement acte de candidature dans le cadre des dispositions du présent article à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté, est repris dans le classement des candidats à cette fonction en bénéficiant de l'ensemble des candidatures dont il dispose dans la fonction de maître de morale, le cas échéant.

Le candidat qui dispose en outre d'un titre pédagogique - conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française - lorsqu'il se porte volontaire à une désignation à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté est repris dans un classement distinct, selon les modalités prévues à l'alinéa précédent, et bénéficie d'une priorité de désignation dans cette fonction par rapport aux candidats ne disposant d'un tel titre.

La désignation à titre temporaire dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra en aucun cas être reconduite après le 1^{er} septembre 2020 si le candidat ne répond pas à cette date aux conditions suivantes :

- 1° avoir acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 2° avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Article 169^{quater}. Avant le 1^{er} septembre 2020, toute candidat en qualité de temporaire prioritaire à la fonction de maître de morale peut se porter volontairement candidat à une désignation, en qualité de temporaire prioritaire, à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté, pour autant que :

- 1° il soit porteur d'au moins un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Les candidats temporaires prioritaires qui disposent en outre d'un titre pédagogique - conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française - lorsqu'ils se portent volontaire à une désignation à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté sont repris dans un classement distinct, selon les modalités prévues à l'alinéa précédent, et bénéficient d'une priorité de désignation dans cette fonction par rapport aux candidats ne disposant d'un tel titre.

La nomination dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra intervenir pour autant que le membre du personnel ait, avant le 1^{er} septembre 2020 :

- 1° acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 2° acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24^{bis}, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Article 169^{quinquies}. Avant le 1^{er} septembre 2020, tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de maître de morale peut demander à exercer une fonction de maître de philosophie et de citoyenneté et pourra se voir confier dans cette fonction, sur proposition d'une commission zonale ou de la commission interzonale visée au chapitre II^{bis} du présent arrêté royal, un nombre de périodes au maximum égal à celui pour lequel il est rétribué, et que :

- 1° il soit porteur d'au moins un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

La période visée à l'alinéa 1^{er} pendant laquelle le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de maître de philosophie et de citoyenneté exerce la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté avant qu'il ne puisse y être nommé est assimilée à un rappel à l'activité de service à durée indéterminée.

La nomination dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra intervenir pour autant que le membre du personnel ait, avant le 1^{er} septembre 2020 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24^{bis}, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Article 169^{sexies}. § 1^{er}. La fonction de maître de philosophie et de citoyenneté devra être confiée aux membres du personnel visés aux articles 129^{ter} à 129^{quinquies} dans la limite des périodes que ces membres du personnel perdent du fait d'une réduction des périodes de cours philosophiques suite à la création du cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} octobre 2016.

Lorsqu'après application de l'alinéa 1^{er}, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées aux membres du personnel visés aux articles 129^{ter} à 129^{quinquies} sans pour autant qu'un membre du personnel puisse, au total des périodes de philosophie et citoyenneté et des périodes de morale non confessionnelle qui lui sont attribuées, se voir confier un nombre de périodes supérieur au nombre de périodes de morale non confessionnelle qui lui étaient attribuées au 30 juin 2016.

Lorsqu'après application des alinéas 1^{er} et 2, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées conformément au présent décret et au décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé par la Communauté française et à ses arrêtés d'application.

§ 2. La fonction de maître de morale et celle de maître de philosophie et de citoyenneté ne peuvent être exercées que dans deux établissements différents ou, par dérogation au décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté, dans deux implantations distinctes d'un même établissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et uniquement dans le cadre de l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er} aux membres du personnel visés aux articles 129^{ter} à 129^{quinquies}, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées dans la même implantation, mais pas dans la même classe, pour autant que le respect de l'incompatibilité visée à l'alinéa 1^{er} conduise le membre du personnel concerné à exercer sa fonction de philosophie et citoyenneté et celle de morale non confessionnelle dans plus de 6 implantations ou à devoir assurer, pour se rendre dans chaque implantation concernée, un déplacement de plus de 25 km depuis son domicile ou entraînant une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun. ».

Art. 24. Dans la même sous-section 1, insérée par l'article 22, est inséré un article 293^{septies} rédigé comme suit :

« Article 293^{septies}. Dans l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe, et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, est inséré un chapitre *Xbis* rédigé comme suit :

« CHAPITRE *Xbis*. – Dispositions transitoires et dérogatoires relatives à la création de la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté.

Article 49^{ter}. Le candidat à une désignation à titre temporaire à la fonction de maître de religion ayant répondu à l'appel de janvier 2016 et ayant acquis une ancienneté de fonction de 150 jours au moins, dans cette fonction au cours de l'année scolaire 2015-2016, peut se porter volontairement candidat à une désignation à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté et se voir confier cette fonction, pour autant que :

- 1° au moment de cet appel, il soit porteur d'au moins un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Le candidat qui a fait régulièrement acte de candidature dans le cadre des dispositions du présent article à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté, est repris dans le classement des candidats à cette fonction en bénéficiant de l'ensemble des candidatures dont il dispose dans la fonction de maître de religion, le cas échéant.

Le candidat qui dispose en outre d'un titre pédagogique - conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française - lorsqu'il se porte volontaire à une désignation à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté est repris dans un classement distinct, selon les modalités prévues à l'alinéa précédent, et bénéficie d'une priorité de désignation dans cette fonction par rapport aux candidats ne disposant d'un tel titre.

La désignation à titre temporaire dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra en aucun cas être reconduite après le 1^{er} septembre 2020 si le candidat ne répond pas à cette date aux conditions suivantes :

- 1° avoir acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 2° avoir acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24^{bis}, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Article 49^{quater}. Avant le 1^{er} septembre 2020, tout candidat en qualité de stagiaire à la fonction de maître de religion peut se porter volontairement candidat à une désignation, en qualité de temporaire prioritaire, à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté pour autant que le candidat stagiaire ait atteint le nombre de jours de service fixés conformément aux articles 30 et 34 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 pour être désigné temporaire prioritaire et que :

- 1° il soit porteur d'au moins un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale et réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée à l'alinéa 1^{er}, 2°.

Les candidats temporaires prioritaires qui disposent en outre d'un titre pédagogique - conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française - lorsqu'ils se portent volontaire à une désignation à la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté sont repris dans un classement distinct, selon les modalités prévues à l'alinéa précédent, et bénéficient d'une priorité de désignation dans cette fonction par rapport aux candidats ne disposant d'un tel titre.

La nomination dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra intervenir pour autant que le membre du personnel ait, avant le 1^{er} septembre 2020 :

- 1° acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 2° acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Article 49quinquies. Avant le 1^{er} septembre 2020, tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de maître de religion peut demander à exercer une fonction de maître de philosophie et de citoyenneté et pourra se voir confier dans cette fonction, sur proposition d'une commission d'affectation visée au chapitre IIbis du présent arrêté royal, un nombre de périodes au maximum égal à celui pour lequel il est rétribué, et que :

- 1° il soit porteur d'au moins un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o.

La période visée à l'alinéa 1^{er} pendant laquelle le membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de maître exerce la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté avant qu'il ne puisse y être nommé est assimilée à un rappel à l'activité de service à durée indéterminée.

La nomination dans cette fonction de maître de philosophie et de citoyenneté ne pourra intervenir pour autant que le membre du personnel ait, avant le 1^{er} septembre 2020 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Article 49sexies. § 1^{er}. La fonction de maître de philosophie et de citoyenneté devra être confiée aux membres du personnel visés aux articles 49ter à 49quinquies dans la limite des périodes que ces membres du personnel perdent du fait d'une réduction des périodes de cours philosophiques suite à la création du cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} octobre 2016.

Lorsqu'après application de l'alinéa 1^{er}, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées aux membres du personnel visés aux articles 49ter à 49quinquies sans pour autant, qu'un membre du personnel puisse, au total des périodes de philosophie et citoyenneté et des périodes de religion qui lui sont attribuées, se voir confier un nombre de périodes supérieur au nombre de périodes de religion qui lui étaient attribuées au 30 juin 2016.

Lorsqu'après application des alinéas 1^{er} et 2, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées conformément au présent décret et au décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé par la Communauté française et à ses arrêtés d'application.

§ 2. La fonction de maître de religion et celle de maître de philosophie et de citoyenneté ne peuvent être exercées que dans deux établissements différents ou, par dérogation au décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de l'enseignement de la Communauté, dans deux implantations distinctes d'un même établissement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et uniquement dans le cadre de l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er} aux membres du personnel visés aux articles 49ter à 49quinquies, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées dans la même implantation, mais pas dans la même classe, pour autant que le respect de l'incompatibilité visée à l'alinéa 1^{er} conduise le membre du personnel concerné à exercer sa fonction de philosophie et citoyenneté et celle de religion dans plus de 6 implantations ou à devoir assurer, pour se rendre dans chaque implantation concernée, un déplacement de plus de 25 km depuis son domicile ou entraînant une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun. ».

Art. 25. Dans la section VI du chapitre II du titre III du même décret est créée une sous-section 2 intitulée : « Sous-section 2 : dispositions transitoires propres à l'enseignement officiel subventionné ».

Art. 26. Dans la sous-section 2, insérée par l'article 25 est inséré un article 293octies rédigé comme suit :

« Article 293octies. § 1^{er}. Lors de sa création au 1^{er} octobre 2016, et par dérogation aux règles statutaires prévues au chapitre III du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté devra être confiée au sein du Pouvoir Organisateur, aux membres de son personnel, - dans la limite des périodes que ces membres du personnel perdent du fait d'une réduction des périodes de cours philosophiques suite à la création du cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} octobre 2016 - selon l'ordre prévu au § 2 à l'exception du 2^o.

Lorsqu'après application de l'alinéa 1^{er}, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées selon l'ordre prévu au § 2, sans pour autant, qu'un membre du personnel puisse, au total des périodes de philosophie et citoyenneté et des périodes de religion ou de morale non confessionnelle qui lui sont attribuées, se voir confier un nombre de périodes supérieur au nombre de périodes de religion ou de morale non confessionnelle qui lui étaient attribuées au 30 juin 2016.

Lorsqu'après application des alinéas 1^{er} et 2, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées conformément aux décrets du 6 juin 1994 susvisé et du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé par la Communauté française et à ses arrêtés d'application.

§ 2. L'ordre d'attribution est le suivant :

1° au(x) membre(s) de son personnel nommé(s) à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle et qui, du fait d'une réduction des périodes de cours philosophiques suite à la création du cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} octobre 2016 par le décret du 22 octobre 2015 relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté, devraient être mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge par l'application des mesures préalables, sous conditions pour eux :

- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2) d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement ou pour cette dernière :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 1°, alinéa 1^{er}, 2);

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les maîtres de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 relatif au statut des maîtres de religion et professeurs de religion.

Dans ce cas, le membre du personnel est réputé mis en disponibilité par défaut d'emploi ou perte partielle de charge et sa désignation est assimilée, au prorata du volume de charge, à une réaffectation temporaire, au sens de l'article 79, 4^o, du décret du 10 mars 2006 précité et de l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire officiel subventionné, ordinaire et spécial;

2° au(x) membre(s) de son personnel nommé(s) à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle, sous conditions pour eux :

- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2) d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 2°, alinéa 1^{er}, 2);

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les maîtres de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006;

3° au(x) membre(s) de son personnel désigné(s) dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle au cours de l'année scolaire précédant l'entrée en vigueur du présent décret en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les maîtres de religion, de l'article 23, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2) d'avoir acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
- 3) d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 3°, alinéa 1^{er}, 3);

- 4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les maîtres de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité;

4° au(x) membre(s) de son personnel désigné(s) dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, de l'article 24 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les maîtres de religion, de l'article 23, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2) d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 4°, alinéa 1^{er}, 2);

- 3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les maîtres de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité;

5° au(x) membre(s) de son personnel ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, en qualité de temporaire, au sens respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, de l'article 20 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les maîtres de religion, de l'article 20, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2) d'avoir acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;

- 3) d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
- si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 5^o, alinéa 1^{er}, 3);

- 4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les maîtres de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité. »;

- 6^o au(x) membre(s) de son personnel ayant acquis une ancienneté de 150 jours au moins, dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, en qualité de temporaire, au sens respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, de l'article 20 du décret du 6 juin 1994 précité et pour les maîtres de religion, de l'article 20, § 1^{er}, du décret du 10 mars 2006 précité, sous conditions pour eux :

- d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 6^o, alinéa 1^{er}, 2);

- 3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité, et pour les maîtres de religion, à l'article 18 du décret du 10 mars 2006 précité. ».

Art. 27. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 25, est inséré un article 293*nonies* rédigé comme suit :

« Article 293*nonies*. Les maîtres de religion et de morale non confessionnelle visés aux 1^o, 2^o, 3^o et 4^o de l'article 293*octies*, voient leurs anciennetés de fonction et de service acquises auprès du Pouvoir organisateur dans le cadre du décret du 10 mars 2006 précité ou du 6 juin 1994 précité respectivement, réputées comme ancienneté de fonction acquise au sens de l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité en qualité de maître de philosophie et de citoyenneté.

Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction. ».

Art. 28. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 25, est inséré un article 293*decies* rédigé comme suit :

« Article 293*decies*. § 1^{er}. Pour les membres du personnel définitifs visés au 1^o de l'article 293*octies*, cette réaffectation temporaire sera reconduite automatiquement, selon les règles fixées en la matière par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 30 du décret du 6 juin 1994 précité, et ce sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2020 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répondrait pas au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 2. Pour les membres du personnel définitifs visés au 2^o de l'article 293*octies*, leur désignation sera reconduite selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret 6 juin 1994 précité, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 30 du même décret du 6 juin 1994, et sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2020 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répondrait pas au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 3. Pour les membres du personnel temporaire visés au 3° et 4° de l'article 293*octies*, leur désignation sera reconduite selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret 6 juin 1994 précité, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions de nomination fixées à l'article 30 du même décret du 6 juin 1994, et sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2020 :

- 1° acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige;
- 2° acquis, dans le cas du 4°, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répondrait pas au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret. ».

Art. 29. Dans la même sous-section 2, insérée par l'article 25, est inséré un article 293*undecies* rédigé comme suit :

« Article 293*undecies*. Les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées à la présente sous-section ne peuvent exercer au sein d'une même implantation leur nouvelle fonction concomitamment avec une charge de maître de religion ou de maître de morale non confessionnelle;

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et uniquement dans le cadre de l'application de l'article 293*octies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées dans la même implantation, mais pas dans la même classe :

- 1° dans les Pouvoirs organisateurs comptant moins de 6 implantations qui sans cette dérogation ne peuvent attribuer les périodes conformément à l'article 293*octies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er};
- 2° dans les Pouvoirs organisateurs comptant au moins 6 implantations, si le respect de l'incompatibilité visée à l'alinéa 1^{er} devait conduire le membre du personnel concerné à exercer sa fonction de maître de philosophie et citoyenneté et celle de maître de religion ou morale non confessionnelle :
 - a) dans plus de 6 implantations;
 - b) ou à devoir assurer, pour se rendre dans chaque implantation concernée, un déplacement de plus 25 km depuis son domicile ou entraînant une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Lorsque la dérogation visée à l'alinéa précédent concerne un membre du personnel qui exerce les fonctions concernées dans plusieurs Pouvoirs organisateurs, la dérogation s'impose au(x) Pouvoir(s) organisateur(s) à l'origine de l'incompatibilité ». ».

Art. 30. Dans la section VI, du chapitre II du titre III du même décret est créée une sous-section 3 intitulée : « Sous-section 3. — Dispositions transitoires propres à l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel ».

Art. 31. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 30, est inséré un article 293*duodecies* rédigé comme suit :

« Article 293*duodecies*. § 1^{er}. Lors de sa création au 1^{er} octobre 2016, et par dérogation aux règles statutaires prévues au chapitre III du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement libre subventionné, la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté devra être confiée au sein du Pouvoir Organisateur aux membres de son personnel, - dans la limite des périodes que ces membres du personnel perdent du fait d'une réduction des périodes de cours philosophiques suite à la création du cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} octobre 2016 - selon l'ordre prévu au § 2, à l'exception du 2°.

Lorsqu'après application de l'alinéa 1^{er}, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées selon l'ordre prévu au § 2, sans pour autant, qu'un membre du personnel puisse, au total des périodes de philosophie et citoyenneté et des périodes de religion ou de morale non confessionnelle qui lui sont attribuées, se voir confier un nombre de périodes supérieur au nombre de périodes de religion ou de morale non confessionnelle qui lui étaient attribuées au 30 juin 2016.

Lorsqu'après application des alinéas 1^{er} et 2, des périodes de philosophie et citoyenneté restent disponibles, elles sont attribuées conformément aux décrets du 1^{er} février 1993 susvisé et du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé par la Communauté française et à ses arrêtés d'application.

§ 2. L'ordre d'attribution est le suivant :

- 1° au(x) membre(s) de son personnel engagé(s) à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle et qui, du fait d'une réduction des périodes de cours philosophiques suite à la création du cours de philosophie et de citoyenneté au 1^{er} octobre 2016 par le décret du 22 octobre 2015 relatif à l'organisation d'un cours et d'une éducation à la philosophie et à la citoyenneté, devraient être mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en perte partielle de charge par l'application des mesures préalables, sous conditions pour eux :
 - 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
 - 2) d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2);

- 3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité.

Dans ce cas, le membre du personnel est réputé mis en disponibilité par défaut d'emploi ou perte partielle de charge et sa désignation est assimilée, au prorata du volume de charge, à une réaffectation temporaire, au sens de l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans l'enseignement préscolaire et primaire libre subventionné, ordinaire et spécial;

- 2° au(x) membre(s) de son personnel engagé(s) à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle, sous conditions pour eux :
- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
 - 2) d'avoir, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 2^o, alinéa 1^{er}, 2);

- 3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée respectivement, pour les maîtres de morale non confessionnelle, conformément à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité;

- 3° au(x) membre(s) de son personnel engagé(s) dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :
- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
 - 2) d'avoir acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
 - 3) il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 3^o, alinéa 1^{er}, 3);

- 4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité;

- 4° au(x) membre(s) de son personnel engagé (s) dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret en qualité de temporaire(s) prioritaire(s), au sens de l'article 34 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :
- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
 - 2) il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 4°, alinéa 1^{er}, 2).

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient de désigner celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité;

- 5° au(x) membre(s) de son personnel ayant acquis une ancienneté de 180 jours au moins, dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, en qualité de temporaire, au sens de l'article 30 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :
- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
 - 2) d'avoir acquis un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française;
 - 3) il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 5°, alinéa 1^{er}, 3);

4) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient d'engager celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité;

- 6° au(x) membre(s) de son personnel ayant acquis une ancienneté de 180 jours au moins, dans une fonction de maître de religion ou de morale non confessionnelle, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, en qualité de temporaire, au sens de l'article 30 du décret du 1^{er} février 1993 précité, sous conditions pour eux :
- 1) d'être porteur(s) d'au moins d'un diplôme d'instituteur, de bachelier, de graduat, d'AESI ou d'un titre correspondant parmi les titres délivrés en application du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
 - 2) il ait, avant le 1^{er} octobre 2016, bénéficié d'une formation à la neutralité via sa formation initiale ou réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée par l'enseignement de promotion sociale. Pour cette unité d'enseignement :
 - a) si sa fréquentation n'a pu être réalisée faute de places suffisantes, d'apporter la preuve de sa demande d'inscription;
 - b) si elle n'a pas été réussie, d'apporter la preuve de sa réinscription à la première organisation suivante de l'unité d'enseignement et à la suivante encore, avec l'accord motivé du conseil des études de l'unité d'enseignement, en cas de nouvel échec.

Les membres du personnel diplômés de l'enseignement officiel organisé ou subventionné par la Communauté française au plus tard durant l'année scolaire 2003-2004 sont réputés satisfaire à la condition de formation à la neutralité visée au § 2, 6°, alinéa 1^{er}, 2);

3) de s'être porté candidat pour cette fonction auprès de son Pouvoir organisateur, par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant le 1^{er} septembre 2016.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir organisateur devrait départager plusieurs candidats, il lui revient d'engager celui qui a acquis la plus grande ancienneté de service auprès de lui, calculée conformément à l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité. ».

Art. 32. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 30, est inséré un article 293terdecies rédigé comme suit :

« Article 293terdecies. Les membres du personnel visés aux 1°, 2°, 3° et 4°, de l'article 293duodecies, voient leurs anciennetés de fonction acquise auprès du Pouvoir organisateur en qualité de maîtres de religion et de morale non confessionnelle, réputées comme ancienneté de fonction acquise, au sens de l'article 29bis du décret du 1^{er} février 1993 précité, en qualité de maître de philosophie et de citoyenneté.

Toutefois, ils ne peuvent se prévaloir de cette valorisation que pour prétendre à la même fonction. ».

Art. 33. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 30, est inséré un article 293quatuordecies rédigé comme suit :

« Article 293quatuordecies. § 1^{er}. Pour les membres du personnel définitifs visés au 1° de l'article 293duodecies, cette réaffectation temporaire sera reconduite automatiquement, selon les règles fixées en la matière par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions d'engagement à titre définitif fixées à l'article 42 du décret du 1^{er} février 1993 précité, et ce sous condition pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2020 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24bis, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répondrait pas au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 2. Pour les membres du personnel définitifs visés au 2° de l'article 293*duodecies*, leur engagement sera reconduit selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret 1^{er} février 1993 précité, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions d'engagement à titre définitif fixées à l'article 42 du même décret, et sous conditions pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2020 acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répondrait pas au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret.

§ 3. Pour les membres du personnel temporaire visés au 3° et 4° de l'article 293*duodecies*, leur engagement sera reconduit selon les règles fixées en la matière par le chapitre III du décret 1^{er} février 1993 précité, jusqu'à ce que le membre du personnel réponde aux conditions d'engagement à titre définitif fixées à l'article 42 du même décret, et sous conditions pour lui d'avoir, avant le 1^{er} septembre 2020 :

- 1° acquis le certificat en didactique du cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'article 24*bis*, alinéa 3 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française pour autant que le titre de capacité fixé par le Gouvernement, pour l'exercice de cette fonction, l'exige;
- 2° acquis, dans le cas du 4°, un titre pédagogique, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

Dans l'hypothèse où le membre du personnel ne répondrait pas au 1^{er} septembre 2020 à ces conditions, il perd à la même date le bénéfice des mesures transitoires fixées par le présent décret. ».

Art. 34. Dans la sous-section 3, insérée par l'article 30, est inséré un article 293*quindecies* rédigé comme suit :

« Article 293*quindecies*. Les membres du personnel bénéficiant des dispositions fixées à la présente sous-section ne peuvent exercer au sein d'une même implantation leur nouvelle fonction concomitamment avec une charge de maître de religion ou de maître de morale non confessionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et uniquement dans le cadre de l'application de l'article 293*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, un membre du personnel peut exercer les deux fonctions susvisées dans la même implantation, mais pas dans la même classe :

- 1° dans les Pouvoirs organisateurs comptant moins de 6 implantations qui sans recourir à cette dérogation ne peuvent attribuer les périodes conformément à l'article 293*duodecies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er};
- 2° dans les Pouvoirs organisateurs comptant au moins 6 implantations, si le respect de l'incompatibilité visée à l'alinéa 1^{er} devait conduire le membre du personnel concerné à exercer sa fonction de maître de philosophie et citoyenneté et celle de maître de religion ou morale non confessionnelle :
 - a) dans plus de 6 implantations;
 - b) à devoir assurer, pour se rendre dans chaque implantation concernée, un déplacement de plus 25 km depuis son domicile ou entraînant une durée de déplacement supérieure à quatre heures par jour, à l'aide des transports en commun.

Lorsque la dérogation visée à l'alinéa précédent concerne un membre du personnel qui exerce les fonctions concernées dans plusieurs Pouvoirs organisateurs, la dérogation s'impose au(x) Pouvoir(s) organisateur(s) à l'origine de l'incompatibilité. ».

Art. 35. Dans la section VI du chapitre II du titre III du même décret est créée une sous-section 4 intitulée : « Sous-section 4. — Dispositions transitoires relatives à la rémunération ».

Art. 36. Dans la sous-section 4, insérée par l'article 35, est inséré un article 293*sexdecies* rédigé comme suit :

« Article 293*sexdecies*. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ou visés à l'article 285 du présent décret et visés aux sous-sections 1 à 3 de la présente section bénéficient, sans limite de temps, des échelles de traitement attachées à la nouvelle fonction de maître de philosophie et de citoyenneté, sauf si l'échelle de traitement afférente à leur fonction d'origine leur procure une rémunération plus élevée.

Pour les membres du personnel désignés ou engagé à titre temporaire débutant le 1^{er} octobre 2016 et prenant fin, au plus tard, le 30 juin 2017 le bénéfice de l'échelle de traitement afférente à la fonction d'origine, lorsqu'elle est plus favorable, ne vaut que pour l'année scolaire 2016-2017. ».

Art. 37. Dans la section VI du chapitre II du titre III du même décret est créée une sous-section 5 intitulée : « Sous-section 5. — Dispositions transitoires relatives au certificat en didactique de la philosophie et de la citoyenneté ».

Art. 38. Dans la sous-section 5, insérée par l'article 37, est inséré un article 293*septdecies* rédigé comme suit :

« Article 293*septdecies*. Par mesure transitoire, dans l'attente de la création du certificat prévu à l'article 24*bis*, alinéa 3 du présent décret et au plus tard jusqu'au 1^{er} septembre 2020, la possession de ce certificat pour l'exercice de la fonction de maître de philosophie et de citoyenneté n'est pas exigée. ».

TITRE III. — Entrée en vigueur

Art. 39. Le présent décret entre en vigueur pour l'année scolaire 2016-2017.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2015-2016.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 312-1. – Amendement en commission, n° 312-2; — Rapport, n° 312-3. – Amendements en séance, n° 312-4.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 juillet 2016.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29340]

13 JULI 2016. — Decreet betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs

Het parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Maatregelen tot bepaling van de wijze van berekening van het aantal lestijden die kunnen worden gebruikt voor de organisatie van de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer, filosofie en burgerzin, en de aanpassing en de pedagogische steun

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in punt 13°, worden de woorden "dienaar of afgevaardigde van een dienaar van één van de erkende erediensten, die exclusief belast is met de overeenstemmende godsdienstlessen" vervangen door de woorden "personeelslid belast met de cursus van één van de erkende godsdiensten";
- 2° er wordt een punt 13°bis ingevoegd, luidend als volgt :
"13°bis. Leermeester filosofie en burgerzin : personeelslid belast met het verstrekken van de cursus filosofie en burgerzin";
- 3° in punt 18°, worden de woorden "de cursussen filosofie en burgerzin" ingevoegd tussen de woorden "de lessen zedenleer of godsdienst " en de woorden "de lessen lichamelijke opvoeding".

Art. 2. Het tweede lid van artikel 4 van hetzelfde decreet wordt afgeschaft.

Art. 3. In artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet, worden de woorden "van de cursussen filosofie en burgerzin", ingevoegd tussen de woorden "van taallessen" en de woorden "lessen lichamelijke opvoeding".

Art. 4. Het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt vervangen door het volgende opschrift "Cursussen niet confessionele zedenleer, godsdienst, en filosofie en burgerzin".

Art. 5. Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 1. In elke vestiging van de inrichtingen van het gewoon officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd en van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, wordt een cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst, of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen vrijgesteld worden van de cursus godsdienst of zedenleer, georganiseerd zodra een leerling ingeschreven is voor één van die cursussen, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In voorkomend geval, wordt de cursus opgericht of afgeschaft in de loop van het schooljaar.

Die cursus moet georganiseerd worden in het continurooster van de verplichte wekelijkse lestijden.

Het aantal groepen, dat van 1 oktober tot 30 september van het volgende jaar van toepassing is, wordt, voor de meest gevolgde cursus, vastgesteld overeenkomstig de hierna bedoelde tabel, die alle leerlingen van de vestiging meetelt die op 30 september van het lopende schooljaar ingeschreven zijn :

Aantal leerlingen	Aantal groepen
tot 25 leerlingen	1 groep
vanaf 26 leerlingen	2 groepen
vanaf 45 leerlingen	3 groepen
vanaf 72 leerlingen	4 groepen
vanaf 93 leerlingen	5 groepen
vanaf 115 leerlingen	6 groepen
vanaf 141 leerlingen	7 groepen
vanaf 164 leerlingen	8 groepen
vanaf 187 leerlingen	9 groepen
vanaf 210 leerlingen	10 groepen
vanaf 233 leerlingen	11 groepen
+ 23 leerlingen	+ 1 groep

De minst gevolgde cursussen tellen hetzelfde aantal groepen als de meest gevolgde cursus, maar mogen niet meer dan één groep per jaar bedragen, behalve indien de toepassing van de tabel van het derde lid een gunstiger resultaat oplevert. Verder mag een groep niet minder dan 5 leerlingen omvatten, behalve indien effectief minder dan 5 leerlingen de les volgen. Indien een vestigingsplaats leerlingen telt die enerzijds verdeeld zijn over het eerste en het tweede leerjaar lager onderwijs en anderzijds over het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar lager onderwijs, dan kunnen voor de minst gevolgde cursus twee groepen worden georganiseerd indien er minstens twee groepen zijn in de meest gevolgde cursus.

De minst gevolgde cursus wordt per graad georganiseerd indien de meest gevolgde cursus effectief minstens één groep per graad telt.

Een groep omvat één lestijd.

Een leerling die een minder gevolgde cursus moet volgen die niet simultaan met de meest gevolgde cursus gegeven wordt, kan slechts uit zijn klasgroep worden weggehaald op het ogenblik van de geleide activiteiten bedoeld in artikel 2, 25°, op voorwaarde dat deze geen nieuwe verwerving inhouden van de kennis en bekwaamheden bedoeld in artikel 16, § 3 van voornoemd decreet van 24 juli 1997.

§ 2. Voor de in § 1 bedoelde inrichtingen stemt het aantal lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin die aan alle leerlingen wordt verstrekt overeenkomstig artikel 8, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, overeen met het aantal organiseerbare klassen dat wordt bepaald op grond van artikel 29; § 1, van dit decreet.

De overschotten die in artikel 34 bedoeld zijn, de lestijden die worden gecreëerd voor de aanvullende begeleiding voor het eerste en het tweede leerjaar bedoeld in artikel 31bis, § 1, de lestijden die worden toegekend aan de in artikel 33, §§ 3 en 4 bedoelde taakleraars, en de lestijden voor de gedifferentieerde begeleiding bedoeld in artikel 9, § 1, eerste lid, van het decreet van 20 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, kunnen ook gebruikt worden om de in het eerste lid bedoelde cursus filosofie en burgerzin te verstrekken.

§ 3. Het totaal aantal lestijden die voor elke inrichting worden toegekend voor de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, berekend overeenkomstig § 1, en voor de cursussen filosofie en burgerzin, berekend overeenkomstig § 2, maakt het RLMOD (Godsdienst Zedenleer) uit. Elke inrichting geniet minstens het aantal RLMOD-lestijden die ze creëert.

Die RLMOD-lestijden worden toegekend binnen de vestigingen overeenkomstig de prioriteitsvolgorde bepaald in titel II van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs, en, zo niet, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert.

Het totaal aantal lestijden godsdienst en niet confessionele zedenleer die op 1 oktober 2014 voor elke inrichting werden toegekend, vermenigvuldigd met een demografische factor, maakt het RLMOA uit, bepaald met de wiskundige afronding. Die demografische factor is gelijk aan het aantal leerlingen van het lager onderwijs die op 30 september 2016 regelmatig ingeschreven zijn, gedeeld door het aantal leerlingen van het lager onderwijs die op 30 september 2014 regelmatig ingeschreven waren.

Het verschil tussen het RLMOA van de inrichting en het RLMOD van het geheel van de vestigingen van de inrichting bepaalt een aantal lestijden. Dat - positieve of negatieve - aantal wordt geglobaliseerd bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. De vestigingen die op 1 oktober 2014 geen lager onderwijs organiseerden, creëren geen lestijd die te globaliseren is.

Op dat aantal in het vorige lid bedoelde geglobaliseerde lestijden wordt, in voorkomend geval, een aantal lestijden automatisch uitgetrokken voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en voor de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs waarvan het RLMOD het niet mogelijk maakt om, naar gelang van het geval, binnen de inrichting of de inrichtende macht, aan de vastbenoemde of prioritaire tijdelijke leermeesters godsdienst en niet confessionele zedenleer, een opdrachtevolumen toe te kennen dat gelijk is met de toekenning ervan op 30 juni 2016, overeenkomstig de prioriteitsvolgorde bepaald in titel II van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs, en, zo niet, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert. Die lestijden worden gebruikt om de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin te verstrekken. Ze verhogen, in voorkomend geval, de aantallen groepen bepaald overeenkomstig § 1.

Het overschot van het geglobaliseerde aantal lestijden na het in het vorige lid bedoelde uittrekken, wordt toegekend aan de inrichtingen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en aan de inrichtende machten, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, bedoeld in § 1, om te zorgen voor aanpassing en pedagogische ondersteuning met het oog op het uitvoeren, coördineren en ondersteunen van opvoedingsactiviteiten

die uitsluitend tot doel hebben artikel 15, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritare taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, toe te passen.

Alleen de inrichtingen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en de inrichtende machten, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, bedoeld in § 1, die positief bijdragen tot het aantal geglobaliseerde lestijden, krijgen lestijden voor aanpassing en pedagogische ondersteuning. Het aantal lestijden bestemd voor de aanpassing en de pedagogische ondersteuning is gelijk aan het in het vierde lid bedoelde positieve aantal, gewogen met een coëfficiënt die gelijk is met de verhouding tussen het aantal lestijden van het in het vorige lid bedoelde overschot en het aantal geglobaliseerde lestijden. Het resultaat wordt naar de lagere eenheid afgerond.

Het gebruik van de in het vorige lid bedoelde lestijden wordt toegelaten zodra het aantal ervan door de diensten van de Regering wordt meegedeeld en tot volgende 30 september. Dat gebruik behoort tot de bevoegdheid van de in § 1 bedoelde inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, en van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, na het advies van de in artikel 25 bedoelde overlegorganen te hebben ingewonnen.

§ 4. De vestigingen organiseren de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en begeleiding van de leerlingen die ervan worden vrijgesteld één van die cursussen te volgen gedurende de maand september volgens dezelfde vormen en nadere regels als die van het voorafgaande schooljaar.

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 39bis. In elke vestiging van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde confessioneel vrij onderwijs en van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij onderwijs die alleen de cursus niet confessionele zedenleer organiseren, wordt het aantal groepen voor de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer, van toepassing van 1 oktober tot volgende 30 september, vastgesteld overeenkomstig de hierna vermelde tabel, die alle leerlingen van de vestiging die op 30 september van het lopende schooljaar ingeschreven zijn, opneemt :

Aantal leerlingen	Aantal groepen
tot 25 leerlingen	1 groep
vanaf 26 leerlingen	2 groepen
vanaf 45 leerlingen	3 groepen
vanaf 72 leerlingen	4 groepen
vanaf 93 leerlingen	5 groepen
vanaf 115 leerlingen	6 groepen
vanaf 141 leerlingen	7 groepen
vanaf 164 leerlingen	8 groepen
vanaf 187 leerlingen	9 groepen
vanaf 210 leerlingen	10 groepen
vanaf 233 leerlingen	11 groepen
+ 23 leerlingen	+ 1 groep

Een groep omvat twee lestijden.”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 7. Artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt gewijzigd als volgt :

- 1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling : “In de officiële inrichtingen en in de pluralistische inrichtingen van het lager onderwijs met volledig leerplan alsook in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij lager onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, omvat de wekelijkse uurrooster één lestijd godsdienst of één lestijd niet confessionele zedenleer en één lestijd filosofie en burgerzin. Als voor de leerling een aanvraag om vrijstelling van het volgen van de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer wordt ingediend, omvat de wekelijkse uurrooster een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin overeenkomstig het vijfde lid. In de officiële inrichtingen en in de pluralistische inrichtingen van het secundair onderwijs met volledig leerplan alsook in de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij secundair onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, omvat de wekelijkse uurrooster twee lestijden godsdienst of twee lestijden niet confessionele zedenleer. Als voor de leerling een aanvraag om vrijstelling van het volgen van één van die cursussen wordt ingediend, omvat de wekelijkse uurrooster twee lestijden alternatieve pedagogische begeleiding overeenkomstig de in artikel 8bis nader te bepalen regels”;
- 2° in het derde lid, worden de woorden “1 september 2016” vervangen door de woorden “1 oktober 2016” en worden de woorden “1 september 2017” vervangen door de woorden “1 oktober 2017”;
- 3° in het vierde lid, worden de woorden “1 september 2016” vervangen door de woorden “1 oktober 2016” en worden de woorden “1 september 2017” vervangen door de woorden “1 oktober 2017”;
- 4° in het zesde lid, worden de woorden “in de inrichtingen van het lager en secundair niet confessioneel vrij onderwijs met volledig leerplan die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer” ingevoegd tussen de woorden “met volledig leerplan” en de woorden “alsook”;
- 5° in het achtste lid, worden de woorden “van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs” ingevoegd tussen de woorden “geniet” en “de leerling”, en worden de woorden “en “geniet de leerling van het lager, gewoon en gespecialiseerd onderwijs een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in het vijfde lid” toegevoegd na de woorden “artikel 8bis”.

Art. 8. Artikel *8bis* van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in § 1, eerste lid, worden het woord “basis-” en de woorden “en in het gespecialiseerd lager onderwijs van maturiteit 3 en 4 van alle onderwijstypen, met uitzondering van type 2,” geschrapt;
- 2° § 1, derde lid, wordt afgeschaft;
- 3° in § 4, eerste lid, a) worden de woorden “de leerlingen van het 5e en 6e leerjaar” geschrapt;
- 4° in § 4, eerste lid, a) wordt punt b) afgeschaft;
- 5° in § 5, wordt de zin “In het basisonderwijs wordt die evaluatie in aanmerking genomen door de titularis van de betrokken leerling” afgeschaft.

Art. 9. In artikel 8 ter van dezelfde wet worden de woorden “In het lager gespecialiseerd onderwijs van type 2, en in de graden van maturiteit 1 en 2 van de andere typen en” worden geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs*

Art. 10. Artikel 5, tweede lid, van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° de woorden “van het secundair onderwijs” ingevoegd tussen het woord “leerlingen” en de woorden “die ervan vrijgesteld worden”;
- 2° de woorden “of aan het toezicht, bedoeld in artikel *8bis*, § 1, derde lid,” worden geschrapt;
- 3° de woorden “tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving” worden toegevoegd na de woorden “wet van 29 mei 1959”;
- 4° de volgende zin wordt toegevoegd : “De vrijgestelde leerlingen van het lager onderwijs nemen verplicht deel aan een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 8, vijfde lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959”.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 11. In artikel *60bis*, § 1, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de woorden “1 september 2016” vervangen door de woorden “1 oktober 2016” en worden de woorden “1 september 2017” vervangen door de woorden “1 oktober 2017”.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs*

Art. 12. Artikel 6, tweede lid, van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs wordt gewijzigd als volgt :

- 1° de woorden “van het secundair onderwijs” worden ingevoegd tussen het woord “leerlingen” en de woorden “die ervan vrijgesteld worden”;
- 2° de woorden “of aan het toezicht, bedoeld in artikel *8bis*, § 1, derde lid,” worden geschrapt;
- 3° de woorden “tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving” worden toegevoegd na de woorden “wet van 29 mei 1959”;
- 4° de volgende zin wordt toegevoegd : “De vrijgestelde leerlingen van het lager onderwijs nemen verplicht deel aan een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 8, vijfde lid, van de voormelde wet van 29 mei 1959”.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 13. In artikel 18, tweede lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt de zin “De vrijgestelde leerlingen van de graden van maturiteit 3 en 4 van alle onderwijstypen, met uitzondering van het type 2, moeten deelnemen aan de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld in artikel *8bis*, § 1, tweede lid, of aan het toezicht, bedoeld in artikel *8bis*, § 1, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gedurende een aantal lestijden dat gelijk is aan het aantal lestijden dat toegekend werd aan de cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer” vervangen door de zin “De vrijgestelde leerlingen moeten deelnemen aan een tweede lestijd voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 8, vijfde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.”

Art. 14. In hetzelfde decreet, wordt een artikel *43bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. *43bis*. § 1. In de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen voor gespecialiseerd lager onderwijs en in de inrichtingen voor gespecialiseerd lager onderwijs van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van het niet-confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, wordt een cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst, of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursus godsdienst of zedenleer, georganiseerd, zodra een leerling ingeschreven is voor één van die cursussen, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In voorkomend geval, wordt de cursus opgericht of afgeschaft in de loop van het schooljaar.

Die cursus moet georganiseerd worden in het continurooster van de verplichte wekelijkse lestijden.

Het aantal groepen, dat van 1 oktober tot 30 september van het volgende schooljaar van toepassing is, wordt, voor de cursus die het meest wordt gevolgd, vastgesteld op grond van het aantal leerlingen van de meest gevolgde cursus, gedeeld door het kencijfer van het in artikel 38 van dit decreet bepaalde onderwijstype.

§ 2. Het aantal groepen van de meest gevolgde cursus wordt vermenigvuldigd met twee om het aantal lestijden te volgen die behoren tot het bruikbare lestijdenpakket.

Dat aantal wordt vermenigvuldigd met het aantal georganiseerde cursussen, om het maximumaantal lestijden die kunnen worden gebruikt voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, te kennen.

§ 3. De cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursus godsdienst of zedenleer, wordt per groep georganiseerd.

Een groep omvat één lestijd voor een cursus.

§ 4. Voor de in § 1 bedoelde inrichtingen, stemt het aantal lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin die aan alle leerlingen wordt verstrekt overeenkomstig artikel 8, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, met het aantal klassen overeen.

§ 5. Naast de lestijden die noodzakelijk zijn voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, kunnen op het maximaal aantal lestijden alleen de lestijden worden uitgetrokken die noodzakelijk zijn voor het behoud van het volume van de opdracht dat gelijkwaardig is met de toekenningen op 30 juni 2016 van de vastbenoemde of tijdelijk prioritaire leermeesters godsdienst en niet confessionele zedenleer, overeenkomstig de prioritaire volgorde bepaald in titel II van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs, en, in voorkomend geval, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert.

Het maximaal aantal lestijden bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, kan alleen worden gebruikt voor de begeleiding van de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin.

De overblijvende lestijden van een cursus kunnen geenszins worden overgedragen naar het onderwijzend personeel of naar andere personeelscategorieën.

§ 6. De vestigingen organiseren de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en de begeleiding van de leerlingen die van één van die cursussen vrijgesteld zijn gedurende de maand september volgens dezelfde vormen en nadere regels als die van het vorige schooljaar."

HOOFDSTUK VII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving

Art. 15. Artikel 9, § 1, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving wordt aangevuld met het volgende punt :

"8° de aanwerving of de aanstelling van een leermeester filosofie en burgerzin in de vorm van een bijkomend lestijdenpakket voor de begeleiding van de cursus filosofie en burgerzin die wordt verstrekt aan alle leerlingen overeenkomstig artikel 8, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving".

HOOFDSTUK VIII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 juli 2015 waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld

Art. 16. Artikel 17 van het decreet van 14 juli 2015 waarbij een vrijstellingsstelsel voor de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs wordt ingesteld, wordt gewijzigd als volgt :

- 1° § 1 dient te worden gelezen als volgt : "Dit artikel betreft uitsluitend de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en de inrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd secundair officieel gesubsidieerd onderwijs".
- 2° § 2 wordt afgeschaft;
- 3° § 3, eerste lid, wordt gewijzigd als volgt : de woorden "de artikelen 42, 43, 93 en 94" worden vervangen door de woorden "de artikelen 93 en 94". De zin "De lestijden worden van 1 september 2015 tot 30 juni 2016 toegekend" wordt vervangen door de zin " De lestijden worden, voor het schooljaar 2015-2016, van 1 september 2015 tot 30 juni 2016, en, voor het schooljaar 2016-2017, van 1 september 2016 tot 30 juni 2017 toegekend";
- 4° in § 3, wordt het tweede lid vervangen als volgt : "Wanneer er echter een positief of negatief verschil bestaat van meer dan 5 % tussen het aantal leerlingen die op 30 september 2015 regelmatig ingeschreven zijn voor het schooljaar 2015-2016 en op 30 september 2016 voor het schooljaar 2016-2017 in vergelijking met het aantal leerlingen die op 15 januari 2015 ingeschreven waren in de betrokken inrichting, alle vestigingsplaatsen meegerekend, wordt het lestijdenpakket dat voor de cursussen godsdienst en niet confessionele zedenleer alsook voor de alternatieve pedagogische begeleiding, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, tweede lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959, respectief vermeerderd of verminderd tot beloop van het percentage variatie van de bevolking tussen 15 januari 2015 en 30 september 2015 voor het schooljaar 2015-2016, en tussen 15 januari 2015 en 30 september 2016 voor het schooljaar 2016-2017.";
- 5° in § 4, eerste lid, wordt de zin "De lestijden worden van 1 september 2015 tot 30 juni 2016 toegekend" vervangen door de zin " De lestijden worden, voor het schooljaar 2015-2016, van 1 september 2015 tot 30 juni 2016, en, voor het schooljaar 2016-2017, van 1 september 2016 tot 30 juni 2017 toegekend";
- 6° in § 4, tweede lid :
 - worden de woorden "voor het schooljaar 2015-2016 en op 1 oktober 2016 voor het schooljaar 2016-2017" ingevoegd na de woorden "op 1 oktober 2015 regelmatig ingeschreven zijn";
 - worden de woorden "voor het schooljaar 2015-2016 en tussen 15 januari 2015 en 1 oktober 2016 voor het schooljaar 2016-2017" toegevoegd op het einde van het lid;
- 7° in § 5, worden de woorden "in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde" vervangen door de woorden "in de paragrafen 3 en 4 bedoelde" en worden de woorden "gedurende het schooljaar 2015-2016" vervangen door de woorden "gedurende de schooljaren 2015-2016 en 2016-2017";
- 8° in § 6, eerste lid, worden de woorden "in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde" vervangen door de woorden "in de paragrafen 3 en 4 bedoelde" en worden de woorden "gedurende het schooljaar 2015-2016" vervangen door de woorden "gedurende de schooljaren 2015-2016 en 2016-2017";
- 9° in § 6, tweede lid, worden de woorden "van de bepalingen van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving" geschrapt;

- 10° in § 7, eerste lid, worden de woorden “in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde” vervangen door de woorden “in de paragrafen 3 en 4 bedoelde”;
- 11° in § 7, tweede lid, worden de woorden “In afwijking van de bepalingen van de paragrafen 2, 3 en 4, voor de in het eerste lid bedoelde inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor de eerste keer op 1 september 2015 een lager of secundair gewoon of gespecialiseerd onderwijs organiseren” vervangen door de woorden “In afwijking van de bepalingen van de paragrafen 3 en 4, voor de schooljaren 2015-2016 en 2016-2017, voor de in het eerste lid bedoelde inrichtingen en vestigingsplaatsen die voor de eerste keer op 1 september 2015 of op 1 september 2016 een lager of secundair gewoon of gespecialiseerd onderwijs organiseren”;
- 12° in § 7, tweede lid, wordt punt *a*) afgeschaft;
- 13° § 7, tweede lid, *b*) wordt gewijzigd als volgt :
- de woorden “42, 43” worden geschrapt;
 - de woorden “of in september 2016 respectief “ toegevoegd na de woorden “september 2015”;
- 14° in § 7, tweede lid, *c*) worden de woorden “secundair onderwijs” vervangen door de woorden “gewoon secundair onderwijs” en worden de woorden “of in september 2016 respectief” toegevoegd na de woorden “september 2015”;
- 15° in het gehele artikel 17, worden de woorden “en het toezicht, bedoeld bij artikel 8bis, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 29 mei 1959” geschrapt.

Art. 17. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

- 1° in het eerste lid, worden de woorden “en treedt buiten werking op 31 augustus 2016.” vervangen door de woorden “en treedt buiten werking op 31 augustus 2017.”;
- 2° het tweede lid wordt afgeschaft.

TITEL II. — Overgangsbepalingen betreffende de toekenning van de betrekkingen voor de cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs

Art. 18. In titel I, hoofdstuk IV van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt het opschrift van de afdeling IIIbis vervangen door : “Afdeling IIIbis. — Bijzondere bepalingen betreffende de ambten godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin”.

Art. 19. Artikel 24bis van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Onverminderd de bepalingen van de afdelingen I en II van dit hoofdstuk, voor het ambt “filosofie en burgerzin”, wordt een getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin opgericht. Dat getuigschrift wordt bekrachtigd door de operatoren voor de oorspronkelijke opleiding die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en omvat minstens 20 studiepunten. De Regering wordt ertoe gemachtigd dat getuigschrift over te nemen als vak dat een samenstellend deel van een vereist, voldoende of schaarstebekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 16, uitmaakt.”.

Art. 20. In artikel 270 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“De in artikel 266, tweede lid, bedoelde personeelsleden, waarvoor het genot van de overgangsbepalingen wordt beperkt tot de akten tot benoeming of aanwerving in vast verband waarvan ze houder waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, behouden het voordeel van het recht op uitbreiding van hun opdracht overeenkomstig de statutaire bepalingen die op hen toepasselijk zijn.”.

Art. 21. In hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet, wordt een afdeling VI toegevoegd, luidend als volgt : “Afdeling VI. — Overgangsbepalingen voor het ambt van leermeester filosofie en burgerzin dat in het lager onderwijs wordt uitgeoefend”.

Art. 22. In afdeling VI, van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 1 opgericht, luidend als volgt : “Onderafdeling 1. — Overgangsbepalingen voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs”.

Art. 23. In onderafdeling 1, ingevoegd door artikel 22, wordt een artikel 193sexies ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293sexies. In het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen wordt een hoofdstuk XI ter ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK XIter. – Overgangs- en afwijkingsbepalingen betreffende de oprichting van het ambt van leermeester filosofie en burgerzin

Artikel 169ter. De kandidaat voor de tijdelijke aanstelling in het ambt van leermeester zedenleer die op de oproep van januari 2016 heeft geantwoord en die een ambtsanciënniteit van minstens 150 dagen heeft verworven in dat ambt gedurende het schooljaar 2015-2016, kan zich kandidaat stellen voor een aanstelling in het ambt van leermeester filosofie en burgerzin en dat ambt toegekend krijgen, voor zover :

- 1° hij, op het ogenblik van de oproep, ten minste houder is van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

- 2° hij, vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit heeft genoten via zijn oorspronkelijke opleiding of geslaagd is voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
- indien hij die opleiding niet heeft kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moet hij het bewijs van zijn aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moet hij het bewijs leveren van zijn nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als hij opnieuw geen succes kent.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in het eerste lid, 2°.

De kandidaat die zich, in het kader van de bepalingen van dit artikel, regelmatig kandidaat heeft gesteld voor het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, wordt opgenomen in de rangschikking van de kandidaten voor dat ambt, en kan in aanmerking komen voor alle kandidaturen waarover hij beschikt in het ambt van leermeester zedenleer, in voorkomend geval.

Wanneer de kandidaat die overigens beschikt over een pedagogisch bekwaamheidsbewijs – overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs – zich kandidaat stelt voor een aanstelling in het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, wordt hij opgenomen in een afzonderlijke rangschikking, volgens de in het vorige lid nader bepaalde regels, en heeft hij het voordeel van de voorrang voor een aanstelling in dat ambt ten opzichte van de kandidaten die niet over een dergelijk bekwaamheidsbewijs beschikken.

De tijdelijke aanstelling in dat ambt van leermeester filosofie en burgerzin kan geenszins na 1 september 2020 worden verlengd, indien de kandidaat op die datum niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld dit vereist voor de uitoefening van dat ambt.

Artikel 169*quater*. Vóór 1 september 2020, kan elke kandidaat, als tijdelijke prioritaire voor het ambt van leermeester zedenleer, zich kandidaat stellen voor een aanstelling, als tijdelijke prioritaire, voor het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, voor zover :

- hij ten minste houder is van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- hij, vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit heeft genoten via zijn oorspronkelijke opleiding of geslaagd is voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - indien hij die opleiding niet heeft kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moet hij het bewijs van zijn aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moet hij het bewijs leveren van zijn nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als hij opnieuw geen succes kent.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in het eerste lid, 2°.

Wanneer de tijdelijke prioritaire kandidaat die overigens beschikt over een pedagogisch bekwaamheidsbewijs – overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs – zich kandidaat stelt voor een aanstelling in het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, wordt hij opgenomen in een afzonderlijke rangschikking, volgens de in het vorige lid nader bepaalde regels, en heeft hij het voordeel van de voorrang voor een aanstelling in dat ambt ten opzichte van de kandidaten die niet over een dergelijk bekwaamheidsbewijs beschikken.

De benoeming in dat ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal alleen kunnen geschieden als het personeelslid, vóór 1 september 2020 :

- een pedagogisch bekwaamheidsbewijs heeft behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld, dit vereist voor de uitoefening van dat ambt.

Artikel 169*quinquies*. Vóór 1 september 2020, kan elk personeelslid dat in vast verband wordt benoemd in een ambt van leermeester zedenleer vragen een ambt van leermeester filosofie en burgerzin uit te oefenen en zal, op voorstel van een zonale commissie of de interzonale commissie bedoeld in hoofdstuk *Ibis* van dit koninklijk besluit, een aantal lestijden toegekend krijgen dat hoogstens gelijk is aan het aantal waarvoor het bezoldigd wordt, voor zover :

- 1° het ten minste houder is van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2° het, vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit heeft genoten via zijn oorspronkelijke opleiding of geslaagd is voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit" ,georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien het die opleiding niet heeft kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moet het het bewijs van zijn aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moet het het bewijs leveren van zijn nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als het opnieuw geen succes kent.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in het eerste lid, 2°.

De in het eerste lid bedoelde periode gedurende welke het personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt van leermeester filosofie en burgerzin het ambt van leermeester filosofie en burgerzin uitoefent, voordat het daartoe kan worden benoemd, wordt gelijkgesteld met een terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd.

De benoeming in dat ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal alleen kunnen geschieden als het personeelslid, vóór 1 september 2020 het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist.

Artikel 169*sexies*. § 1. Het ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal moeten worden toegekend aan de in de artikelen 129*ter* tot 129*quinquies* bedoelde artikelen binnen de perken van de lestijden die deze personeelsleden verliezen als gevolg van een vermindering van de filosofische lestijden als gevolg van de oprichting van de cursus filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016.

Wanneer lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin beschikbaar blijven nadat het eerste lid werd toegepast, worden ze aan de in de artikelen 129*ter* tot 129*quinquies* bedoelde personeelsleden toegekend, voor zover een personeelslid, op het totaal van de lestijden filosofie en burgerzin en van de lestijden niet confessionele zedenleer die hem worden toegekend geen aantal lestijden toegekend krijgt dat hoger is dan het aantal lestijden niet confessionele zedenleer die hem op 30 juni 2016 toegekend waren.

Nadat lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin beschikbaar blijven na toepassing van het eerste lid en het tweede lid, worden ze toegekend overeenkomstig dit decreet en het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en de besluiten tot toepassing ervan.

§ 2. Het ambt van leermeester zedenleer en dat van leermeester filosofie en burgerzin kunnen alleen in twee verschillende inrichtingen of, in afwijking van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, in twee verschillende vestigingen van één zelfde inrichting, worden uitgeoefend.

In afwijking van het eerste lid en uitsluitend in het kader van de toepassing van § 1, eerste lid, op de in de artikelen 129*ter* tot 129*quinquies* bedoelde personeelsleden, kan een personeelslid de twee boven vermelde ambten in dezelfde vestiging maar niet in dezelfde klas uitoefenen, voor zover de naleving van de in het eerste lid bedoelde onverenigbaarheid als gevolg zou hebben dat het betrokken personeelslid zijn ambt van leermeester filosofie en burgerzin en dat van leermeester godsdienst in meer dan 6 vestigingen zou uitoefenen, en, om zich naar elke betrokken vestiging te begeven, een reis van meer dan 25 km vanaf zijn woonplaats zou moeten verrichten of een reis die een verplaatsingsduur met zich zou mede brengen die langer zou zijn dan vier uur per dag met de gemeenschappelijke vervoermiddelen."

Art. 24. In dezelfde onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel 293 septies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 293*septies*. In het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst der inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap, wordt een hoofdstuk *Xbis* ingevoegd, luidend als volgt :

"HOOFDSTUK *Xbis*. — Overgangs- en afwijkingsbepalingen betreffende de oprichting van het ambt van leermeester filosofie en burgerzin.

Artikel 49*ter*. De kandidaat voor de tijdelijke aanstelling in het ambt van leermeester godsdienst die op de oproep van januari 2016 heeft geantwoord en die een ambtsanciënniteit van minstens 150 dagen heeft verworven in dat ambt gedurende het schooljaar 2015-2016, kan zich kandidaat stellen voor een aanstelling in het ambt van leermeester filosofie en burgerzin en dat ambt toegekend krijgen, voor zover :

- 1° hij, op het ogenblik van de oproep, ten minste houder is van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

- 2° hij, vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit heeft genoten via zijn oorspronkelijke opleiding of geslaagd is voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
- a) indien hij die opleiding niet heeft kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moet hij het bewijs van zijn aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moet hij het bewijs leveren van zijn nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als hij opnieuw geen succes kent.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in het eerste lid, 2°.

De kandidaat die zich, in het kader van de bepalingen van dit artikel, regelmatig kandidaat heeft gesteld voor het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, wordt opgenomen in de rangschikking van de kandidaten voor dat ambt, en kan in aanmerking komen voor alle kandidaturen waarover hij beschikt in het ambt van leermeester godsdienst, in voorkomend geval.

Wanneer de kandidaat die overigens beschikt over een pedagogisch bekwaamheidsbewijs – overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs – zich kandidaat stelt voor een aanstelling in het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, wordt hij opgenomen in een afzonderlijke rangschikking, volgens de in het vorige lid nader bepaalde regels, en heeft hij het voordeel van de voorrang voor een aanstelling in dat ambt ten opzichte van de kandidaten die niet over een dergelijk bekwaamheidsbewijs beschikken.

De tijdelijke aanstelling in dat ambt van leermeester filosofie en burgerzin kan geenszins na 1 september 2020 worden verlengd, indien de kandidaat op die datum niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- 2° het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld, dit vereist voor de uitoefening van dat ambt.

Artikel 49quater. Vóór 1 september 2020, kan elke kandidaat, als stagiair voor het ambt van leermeester godsdienst, zich kandidaat stellen voor een aanstelling, als tijdelijke prioritaire, voor het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, voor zover de kandidaat-stagiair het aantal dienstdagen heeft bereikt dat vastgesteld is overeenkomstig de artikelen 30 en 34 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 om als prioritaire tijdelijke te worden aangesteld en voor zover hij :

- 1° hij ten minste houder is van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2° hij, vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit heeft genoten via zijn oorspronkelijke opleiding of geslaagd is voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :

 - a) indien hij die opleiding niet heeft kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moet hij het bewijs van zijn aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moet hij het bewijs leveren van zijn nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als hij opnieuw geen succes kent.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in het eerste lid, 2°.

Wanneer de tijdelijke prioritaire kandidaat die overigens beschikt over een pedagogisch bekwaamheidsbewijs – overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs – zich kandidaat stelt voor een aanstelling in het ambt van leermeester filosofie en burgerzin, wordt hij opgenomen in een afzonderlijke rangschikking, volgens de in het vorige lid nader bepaalde regels, en heeft hij het voordeel van de voorrang voor een aanstelling in dat ambt ten opzichte van de kandidaten die niet over een dergelijk bekwaamheidsbewijs beschikken.

De benoeming in dat ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal alleen kunnen geschieden als het personeelslid, vóór 1 september 2020 :

- 1° een pedagogisch bekwaamheidsbewijs heeft behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- 2° het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24bis, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs heeft behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering wordt vastgesteld, dit vereist voor de uitoefening van dat ambt.

Artikel 49*quinquies*. Vóór 1 september 2020, kan elk personeelslid dat in vast verband wordt benoemd in een ambt van leermeester godsdienst vragen een ambt van leermeester filosofie en burgerzin uit te oefenen en zal, op voorstel van een affectatiecommissie bedoeld in hoofdstuk II*bis* van dit koninklijk besluit, een aantal lestijden toegekend krijgen dat hoogstens gelijk is aan het aantal waarvoor het bezoldigd wordt, voor zover :

- 1° het ten minste houder is van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2° het, vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit heeft genoten via zijn oorspronkelijke opleiding of geslaagd is voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien het die opleiding niet heeft kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moet het het bewijs van zijn aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moet het het bewijs leveren van zijn nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als het opnieuw geen succes kent.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in het eerste lid, 2°.

De in het eerste lid bedoelde periode gedurende welke het personeelslid dat in vast verband benoemd is in een ambt van leermeester filosofie en burgerzin het ambt van leermeester filosofie en burgerzin uitoefent, voordat het daartoe kan worden benoemd, wordt gelijkgesteld met een terugroeping in actieve dienst voor onbepaalde tijd.

De benoeming in dat ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal alleen kunnen geschieden als het personeelslid, vóór 1 september 2020 het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs hebben behaald, voor zover het bekwaamheidsbewijs dat door de Regering voor de uitoefening van dat ambt wordt vastgesteld, dit vereist.

Artikel 49*sexies*. § 1. Het ambt van leermeester filosofie en burgerzin zal moeten worden toegekend aan de in de artikelen 49*ter* tot 49*quinquies* bedoelde artikelen binnen de perken van de lestijden die deze personeelsleden verliezen als gevolg van een vermindering van de filosofische lestijden voortvloeiend uit de oprichting van de cursus filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016.

Wanneer lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin beschikbaar blijven nadat het eerste lid werd toegepast, worden ze aan de in de artikelen 49*ter* tot 49*quinquies* bedoelde personeelsleden toegekend, voor zover een personeelslid, op het totaal van de lestijden filosofie en burgerzin en van de lestijden godsdienst die hem worden toegekend geen aantal lestijden toegekend krijgt dat hoger is dan het aantal lestijden niet confessionele zedenleer die hem op 30 juni 2016 toegekend waren.

Nadat lestijden van de cursus filosofie en burgerzin beschikbaar blijven na toepassing van het eerste lid en het tweede lid, worden ze toegekend overeenkomstig dit decreet en het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en de besluiten tot toepassing ervan.

§ 2. Het ambt van leermeester godsdienst en dat van leermeester filosofie en burgerzin kunnen alleen in twee verschillende inrichtingen of, in afwijking van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, in twee verschillende vestigingen van één zelfde inrichting, worden uitgeoefend.

In afwijking van het eerste lid en uitsluitend in het kader van de toepassing van § 1, eerste lid, op de in de artikelen 49*ter* tot 49*quinquies* bedoelde personeelsleden, kan een personeelslid de twee boven vermelde ambten in dezelfde vestiging maar niet in dezelfde klas uitoefenen, voor zover de naleving van de in het eerste lid bedoelde onverenigbaarheid als gevolg zou hebben dat het betrokken personeelslid zijn ambt van leermeester filosofie en burgerzin en dat van leermeester godsdienst in meer dan 6 vestigingen zou uitoefenen, en, om zich naar elke betrokken vestiging te begeven, een reis van meer dan 25 km vanaf zijn woonplaats zou moeten verrichten of een reis die een verplaatsingsduur met zich mede zou brengen die langer zou zijn dan vier uur per dag met de gemeenschappelijke vervoermiddelen."

Art. 25. In afdeling VI van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 2 opgericht, waarvan het opschrift luidt als volgt : "Onderafdeling 2. — Overgangsbepalingen voor het officieel gesubsidieerd onderwijs".

Art. 26. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 293 octies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 293*octies*. § 1. Wanneer het ambt van leermeester filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016 zal worden opgericht, en in afwijking van de statutaire regels bepaald in hoofdstuk III van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, zal het, binnen de inrichtende macht, moeten worden toegekend aan de leden van haar personeel, -binnen de perken van de lestijden die deze personeelsleden verliezen als gevolg van een vermindering van de filosofische lestijden voortvloeiend uit de oprichting van de cursus filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016 – volgens de in § 2 bepaalde volgorde, met uitzondering van 2°.

Wanneer lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin na de toepassing van het eerste lid beschikbaar blijven, worden ze in de in § 2 bepaalde volgorde toegekend, voor zover een personeelslid, op het totaal van de lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin en de lestijden voor de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer die hem worden toegekend, geen aantal lestijden toegekend kan krijgen dat hoger is dan het aantal lestijden voor de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer die hem op 30 juni 2016 toegekend was.

Wanneer lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin na de toepassing van het eerste en tweede lid beschikbaar blijven, worden ze toegekend overeenkomstig het hierboven vermelde decreet van 6 juni 1994 en het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en de besluiten tot toepassing ervan.

§ 2. De toekenningsvolgorde is de volgende :

1° aan haar personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband benoemd zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, die, als gevolg van een vermindering van de lestijden voor de filosofische cursussen, voortvloeiend uit de oprichting van de cursus filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016 bij het decreet van 22 oktober 2015 betreffende de organisatie van een cursus filosofie en burgerzin en een opvoeding tot filosofie en burgerzin, ter beschikking zouden moeten worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies met toepassing van de vooraf bepaalde maatregelen, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid of voor die laatste :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 1°, eerste lid, 2);

3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, respectief berekend, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.

In dat geval wordt het personeelslid geacht ter beschikking te zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, en wordt zijn aanstelling, in verhouding tot het volume van zijn opdracht, gelijkgesteld met een tijdelijke reffectatie, in de zin van artikel 79, 4°, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, en van artikel 2, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs;

2° aan haar personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband benoemd zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 2°, eerste lid, 2);

3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, respectief berekend, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.

3° aan haar personeelsleden die aangesteld zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, gedurende het schooljaar dat voorafgaat aan de inwerkingtreding van dit decreet, als prioritaire tijdelijke, in de zin van, respectief, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, artikel 24 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, van artikel 23, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;

- 3) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 3°, eerste lid, 3);

- 4) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, respectief berekend, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.

- 4° aan haar personeelsleden die aangesteld zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, vóór de inwerkingtreding van dit decreet als prioritaire tijdelijke, in de zin van, respectief, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, artikel 24 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, van artikel 23, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 4°, eerste lid, 2);

- 3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, respectief berekend, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.

- 5° aan haar personeelsleden die een anciënniteit van ten minste 150 dagen hebben verworven in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, als tijdelijk personeelslid, in de zin van, respectief, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, artikel 20 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, van artikel 20, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- 3) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 5°, eerste lid, 3);

- 4) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, respectief berekend, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.”;

- 6° aan haar personeelsleden die een anciënniteit van ten minste 150 dagen hebben verworven in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, als tijdelijk personeelslid, in de zin van, respectief, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, artikel 20 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, van artikel 20, § 1, van het voormelde decreet van 10 maart 2006, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid “opleiding tot neutraliteit”, georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 6°, eerste lid, 2);

- 3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, respectief berekend, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, en, voor de leermeesters godsdienst, overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst.”;

Art. 27. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 293*nonies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*nonies*. De ambts- en dienstanciënniteit van de leermeesters godsdienst en niet confessionele zedenleer bedoeld in 1°, 2°, 3° en 4° van artikel 293*octies*, die bij de inrichtende macht werd verworven in het kader van het voormelde decreet van 10 maart 2006 of van het voormelde decreet van 6 juni 1994, wordt geacht een ambtsanciënniteit te zijn die werd verworven in de zin van artikel 34 van het voormelde decreet van 6 juni 1994 als leermeester filosofie en burgerzin.

Ze kunnen echter die anciënniteit alleen laten gelden om voor hetzelfde ambt in aanmerking te komen.”.

Art. 28. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 293*decies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*decies*. § 1. Voor de in 1° van artikel 293*octies* bedoelde vastbenoemde personeelsleden, wordt die tijdelijke reffectatie automatisch verlengd volgens de regels die terzake worden vastgesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden vastgesteld in artikel 30 van het voormelde decreet van 6 juni 1994, op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2020, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van dat ambt dit vereist.

Als het personeelslid niet op 1 september 2020 aan die voorwaarden voldoet, geniet het vanaf die datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 2. Voor de in 2° van artikel 293*octies* bedoelde vastbenoemde personeelsleden, wordt hun aanstelling verlengd volgens de regels die terzake worden vastgesteld door hoofdstuk III van het voormelde decreet van 6 juni 1994, totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden vastgesteld in artikel 30 van hetzelfde decreet van 6 juni 1994, en op voorwaarde dat het vóór 1 september 2020, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van dat ambt dit vereist.

Als het personeelslid niet op 1 september 2020 aan die voorwaarden voldoet, geniet het vanaf die datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 3. Voor de in 3° en 4° van artikel 293*octies* bedoelde tijdelijke personeelsleden, wordt hun aanstelling verlengd volgens de regels die terzake worden vastgesteld door hoofdstuk III van het voormelde decreet van 6 juni 1994, totdat het personeelslid voldoet aan de benoemingsvoorwaarden vastgesteld in artikel 30 van hetzelfde decreet van 6 juni 1994, en op voorwaarde dat het vóór 1 september 2020 :

- 1° het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van dat ambt dit vereist;
- 2° in het geval van 4°, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs heeft behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Als het personeelslid niet op 1 september 2020 aan die voorwaarden voldoet, geniet het vanaf die datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.”.

Art. 29. In dezelfde onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 25, wordt een artikel 293*undecies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*undecies*. De personeelsleden die de in deze onderafdeling vastgestelde bepalingen genieten, kunnen binnen één zelfde vestiging hun nieuwe ambt niet samen met een opdracht van leermeester godsdienst of leermeester niet confessionele zedenleer uitoefenen.

In afwijking van het eerste lid, uitsluitend in het kader van de toepassing van artikel 293*octies*, § 1, eerste lid, kan een personeelslid beide boven vermelde ambten in dezelfde vestiging maar niet in dezelfde klas uitoefenen :

- 1° in de inrichtende machten die minder dan 6 vestigingen tellen en die, zonder die afwijking, de lestijden niet kunnen toekennen overeenkomstig artikel 293*octies*, § 1, eerste lid;
- 2° in de inrichtende machten die minstens 6 vestigingen tellen, indien de naleving van de in het eerste lid bedoelde onverenigbaarheid als gevolg zou hebben dat het betrokken personeelslid zijn ambt leermeester filosofie en burgerzin en dat van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer :
 - a) in meer dan 6 vestigingen zou uitoefenen
 - b) , of, om zich naar elke betrokken vestiging te begeven, een reis van meer dan 25 km vanaf zijn woonplaats zou moeten verrichten of een reis die een verplaatsingsduur met zich mede zou brengen die langer is dan vier uur per dag met de gemeenschappelijke vervoermiddelen.

Als de afwijking bedoeld in het vorige lid een personeelslid betreft dat de betrokken ambten in verschillende inrichtende machten uitoefent, wordt de afwijking opgelegd aan de inrichtende machten die verantwoordelijk zijn voor de onverenigbaarheid”.

Art. 30. In afdeling VI, van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, luidend als volgt : “Onderafdeling 3. Overgangsbepalingen voor het niet confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs”.

Art. 31. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 293*duodecies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*duodecies*. § 1. Wanneer het ambt van leermeester filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016 zal worden opgericht, en in afwijking van de statutaire regels bepaald in hoofdstuk III van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zal het, binnen de inrichtende macht, moeten worden toegekend aan de leden van haar personeel, -binnen de perken van de lestijden die deze personeelsleden verliezen als gevolg van een vermindering van de filosofische lestijden voortvloeiend uit de oprichting van de cursus filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016 – volgens de in § 2 bepaalde volgorde, met uitzondering van 2°.

Wanneer lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin na de toepassing van het eerste lid beschikbaar blijven, worden ze in de in § 2 bepaalde volgorde toegekend, voor zover een personeelslid, op het totaal van de lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin en de lestijden voor de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer die hem worden toegekend, geen aantal lestijden toegekend kan krijgen dat hoger is dan het aantal lestijden voor de cursus godsdienst of niet confessionele zedenleer die hem op 30 juni 2016 toegekend was.

Wanneer lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin na de toepassing van het eerste en tweede lid beschikbaar blijven, worden ze toegekend overeenkomstig het hierboven vermelde decreet van 21 februari 1993 en het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs en de besluiten tot toepassing ervan.

§ 2. De toekenningsvolgorde is de volgende :

- 1° aan haar personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, die, als gevolg van een vermindering van de lestijden voor de filosofische cursussen, voortvloeiend uit de oprichting van de cursus filosofie en burgerzin op 1 oktober 2016 bij het decreet van 22 oktober 2015 betreffende de organisatie van een cursus filosofie en burgerzin en een opvoeding tot filosofie en burgerzin, ter beschikking zouden moeten worden gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies met toepassing van de vooraf bepaalde maatregelen, onder de voorwaarde dat zij :
 - 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :

- a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
- b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 2°, eerste lid, 2);

3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, berekend overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993.

In dat geval wordt het personeelslid geacht ter beschikking te zijn gesteld wegens ontstentenis van betrekking of gedeeltelijk opdrachtverlies, en wordt zijn aanstelling, in verhouding tot het volume van zijn opdracht, gelijkgesteld met een tijdelijke reffectatie, in de zin van artikel 2, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het officieel gesubsidieerd gewoon en gespecialiseerd kleuter- en lager onderwijs;

2° aan haar personeelsleden die vóór de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 2°, eerste lid, 2);

3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, berekend, voor de leermeesters niet confessionele zedenleer, overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993;

3° aan de personeelsleden die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, aangesteld zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, als prioritaire tijdelijke, in de zin van artikel 34 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- 3) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid "opleiding tot neutraliteit", georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 3°, eerste lid, 3);

4) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, berekend overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993;

4° aan de personeelsleden die, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, aangesteld zijn in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, als prioritaire tijdelijke, in de zin van artikel 34 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid “opleiding tot neutraliteit”, georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 4°, eerste lid, 2);

- 3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, berekend overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993;

5° aan haar personeelsleden die een anciënniteit van ten minste 180 dagen hebben verworven in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, vóór de inwerkingtreding van dit decreet als tijdelijk personeelslid, in de zin van artikel 30 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) een pedagogisch bekwaamheidsbewijs hebben behaald overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs;
- 3) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid “opleiding tot neutraliteit”, georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 5°, eerste lid, 3);

- 4) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, berekend overeenkomstig artikel 29bis van het voormelde decreet van 1 februari 1993;

6° aan haar personeelsleden die een anciënniteit van ten minste 180 dagen hebben verworven in een ambt van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer, vóór de inwerkingtreding van dit decreet, als tijdelijk personeelslid, in de zin van artikel 30 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, onder de voorwaarde dat zij :

- 1) ten minste houder zijn van een diploma van onderwijzer, bachelor, graduaat, GLSO of van een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs onder de bekwaamheidsbewijzen die worden uitgereikt met toepassing van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
- 2) vóór 1 oktober 2016, een opleiding tot neutraliteit hebben genoten via hun oorspronkelijke opleiding of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid “opleiding tot neutraliteit”, georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie. Voor die onderwijseenheid :
 - a) indien zij die opleiding niet hebben kunnen volgen omdat het aantal plaatsen onvoldoende was, moeten ze het bewijs van hun aanvraag om inschrijving kunnen leveren;
 - b) indien die opleiding niet met een succes wordt bekrachtigd, moeten ze het bewijs leveren van hun nieuwe inschrijving voor de eerstvolgende organisatie van de onderwijseenheid en dan voor de volgende daarop, met de met redenen omklede instemming van de studieraad van de onderwijseenheid, als zij opnieuw geen succes kennen.

De personeelsleden die uiterlijk gedurende het schooljaar 2003-2004 gediplomeerd zijn in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde officieel onderwijs, worden geacht te voldoen aan de voorwaarden betreffende de opleiding tot neutraliteit bedoeld in § 2, 6°, eerste lid, 2);

3) zich kandidaat hebben gesteld voor dat ambt bij hun inrichtende macht, bij aangetekend schrijven, op straffe van verval, vóór 1 september 2016.

Als de inrichtende macht tussen verschillende kandidaten moet kiezen, moet zij de kandidaat aanstellen die de grootste dienstanciënniteit bij haar heeft verworven, berekend overeenkomstig artikel 29*bis* van het voormelde decreet van 1 februari 1993.”;

Art. 32. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 293*terdecies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*terdecies*. De ambtsanciënniteit van de personeelsleden bedoeld in 1°, 2°, 3° en 4° van artikel 293*duodecies*, die ze bij de inrichtende macht als leermeester godsdienst en niet confessionele zedenleer hebben verworven, wordt geacht een ambtsanciënniteit te zijn die werd verworven in de zin van artikel 29 van het voormelde decreet van 1 februari 1993 als leermeester filosofie en burgerzin.

Ze kunnen echter die anciënniteit alleen laten gelden om voor hetzelfde ambt in aanmerking te komen.

Art. 33. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 293*quatuordecies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293*quatuordecies*. § 1. Voor de in 1° van artikel 293*duodecies* bedoelde vastbenoemde personeelsleden, wordt die tijdelijke reffectatie automatisch verlengd volgens de regels die terzake worden vastgesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995, totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor de vaste benoeming vastgesteld in artikel 42 van het voormelde decreet van 1 februari 1993, op voorwaarde dat het, vóór 1 september 2020, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van dat ambt dit vereist.

Als het personeelslid niet op 1 september 2020 aan die voorwaarden voldoet, geniet het vanaf die datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 2. Voor de in 2° van artikel 293*duodecies* bedoelde vastbenoemde personeelsleden, wordt hun aanstelling verlengd volgens de regels die terzake worden vastgesteld door hoofdstuk III van het voormelde decreet van 1 februari 1993, totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor de vaste benoeming vastgesteld in artikel 42 van hetzelfde decreet, en op voorwaarde dat het vóór 1 september 2020, het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van dat ambt dit vereist.

Als het personeelslid niet op 1 september 2020 aan die voorwaarden voldoet, geniet het vanaf die datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.

§ 3. Voor de in 3° en 4° van artikel 293*duodecies* bedoelde tijdelijke personeelsleden, wordt hun aanstelling verlengd volgens de regels die terzake worden vastgesteld door hoofdstuk III van het voormelde decreet van 1 februari 1993, totdat het personeelslid voldoet aan de voorwaarden voor de benoeming in vast verband vastgesteld in artikel 42 van hetzelfde decreet, en op voorwaarde dat het vóór 1 september 2020 :

- 1° het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin bedoeld in artikel 24*bis*, derde lid van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, heeft behaald, voor zover het door de Regering vastgestelde bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van dat ambt dit vereist;
- 2° in het geval van 4°, een pedagogisch bekwaamheidsbewijs heeft behaald, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

Als het personeelslid niet op 1 september 2020 aan die voorwaarden voldoet, geniet het vanaf die datum de bij dit decreet vastgestelde overgangsmaatregelen niet meer.”.

Art. 34. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 30, wordt een artikel 293*quindecies* ingevoegd, luidend al volgt :

“Artikel 293*quindecies*. De personeelsleden die de in deze onderafdeling vastgestelde bepalingen genieten, kunnen binnen één zelfde vestiging hun nieuwe ambt niet samen met een opdracht van leermeester godsdienst of leermeester niet confessionele zedenleer uitoefenen.

In afwijking van het eerste lid, uitsluitend in het kader van de toepassing van artikel 293*duodecies*, § 1, eerste lid, kan een personeelslid beide boven vermelde ambten in dezelfde vestiging maar niet in dezelfde klas uitoefenen :

- 1° in de inrichtende machten die minder dan 6 vestigingen tellen en die, zonder die afwijking, de lestijden niet kunnen toekennen overeenkomstig artikel 293*duodecies*, § 1, eerste lid;
- 2° in de inrichtende machten die minstens 6 vestigingen tellen, indien de naleving van de in het eerste lid bedoelde onverenigbaarheid als gevolg zou hebben dat het betrokken personeelslid zijn ambt van leermeester filosofie en burgerzin en dat van leermeester godsdienst of niet confessionele zedenleer :
 - a) in meer dan 6 vestigingen zou uitoefenen;
 - b) , of, om zich naar elke betrokken vestiging te begeven, een reis van meer dan 25 km vanaf zijn woonplaats zou moeten verrichten of een reis die een verplaatsingsduur met zich mede zou brengen die langer zou zijn dan vier uur per dag met de gemeenschappelijke vervoermiddelen.

Als de afwijking bedoeld in het vorige lid een personeelslid betreft dat de betrokken ambten in verschillende inrichtende machten uitoefent, wordt de afwijking opgelegd aan de inrichtende machten die verantwoordelijk zijn voor de onverenigbaarheid”.

Art. 35. In onderafdeling VI van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, luidend als volgt : “Onderafdeling 4 : overgangsbepalingen betreffende de bezoldiging”.

Art. 36. In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 293^{sexdecies} ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293^{sexdecies}. De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven zijn of die bedoeld zijn bij artikel 285 van dit decreet en bedoeld bij de onderonderafdelingen 1 tot 3 van deze afdeling, genieten, zonder tijdsbeperking, de weddeschalen in verband met het nieuwe ambt van leermeester filosofie en burgerzin, tenzij de weddeschaal in verband met hun oorspronkelijke ambt hun een hogere bezoldiging toekent.

Voor de personeelsleden die tijdelijk aangesteld of aangeworven zijn en die hun ambt op 1 oktober 2016 beginnen uit te oefenen en uiterlijk op 30 juni 2017 ophouden met het uitoefenen van dat ambt, geldt het genot van de weddeschaal in verband met het oorspronkelijke ambt, wanneer die gunstiger is, alleen voor het schooljaar 2016-2017.”

Art. 37. In onderafdeling VI van hoofdstuk II van titel III van hetzelfde decreet wordt een onderafdeling 5 opgericht, waarvan het opschrift luidt als volgt : “Onderafdeling 5. Overgangsbepalingen betreffende het getuigschrift van didactiek voor de cursus filosofie en burgerzin”.

Art. 38. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 37, wordt een artikel 293^{septdecies} ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 293^{septdecies}. Bij wijze van overgangsmaatregel, in afwachting van de oprichting van het in artikel 24^{bis}, derde lid van dit decreet bedoelde getuigschrift, en uiterlijk tot 1 september 2020, is het bezit van dat getuigschrift voor de uitoefening van het ambt van leermeester filosofie en burgerzin niet vereist.”

TITEL III. — Inwerkingtreding

Art. 39. Dit decreet treedt in werking voor het schooljaar 2016-2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
Mevr. A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
Mevr. M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 312-1. — Commissieamendement, nr. 312-2. — Verslag, nr. 312-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 312-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 juli 2016.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204052]

20 JUILLET 2016. — Décret relatif à l’octroi d’un avantage fiscal pour l’acquisition de l’habitation propre : le Chèque Habitat (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}.

Article 1^{er}. Le paragraphe 2 de l’article 145³⁷ du Code des Impôts sur les Revenus 1992 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le montant des intérêts, sommes et cotisations visés au paragraphe 1^{er} pris en considération pour la réduction d’impôt ne peut pas excéder, par contribuable et par période imposable, 2.290 euros.

Le montant visé à l’alinéa 1^{er} est majoré de 760 euros durant les dix premières périodes imposables à partir de celle de la conclusion du contrat d’emprunt.

Le montant visé à l’alinéa 2 est majoré de 80 euros lorsque le contribuable a trois ou plus de trois enfants à charge au 1^{er} janvier de l’année qui suit celle de la conclusion du contrat de l’emprunt.

Pour l’application de l’alinéa 3, les enfants considérés comme handicapés sont comptés pour deux.

Les majorations visées aux alinéas 2 et 3 ne sont pas appliquées à partir de la première période imposable pendant laquelle le contribuable devient propriétaire, possesseur, emphytéote, superficiaire ou usufruitier d’une deuxième habitation. La situation est appréciée le 31 décembre de la période imposable.

Lorsqu’une imposition commune est établie et que les deux conjoints ont fait des dépenses qui donnent droit à la réduction d’impôt, les conjoints peuvent répartir librement ces dépenses dans les limites visées aux alinéas précédents. »